

La Contribution de Carthagène au Désarmement, Démobilisation et Réintégration

Cartagena, Colombia, Juin 2009



cartagenaddr.org



La Contribution de Carthagène au Désarmement, Démobilisation et Réintégration

Cartagena, Colombia, Juin 2009



cartagenaddr.org

Version Originale en Anglais

Ce document a été rédigé par le Secrétariat Technique de Contenu et Méthodes (CMTS) du Congrès International pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (CIDDR), sous la direction de Nat J. Colletta, Directeur de Contenu et Méthodes et Directeur du Groupe de Conseil en Contenu et Méthodes (CMAG) et avec la participation de Ben A. Oppenheim et Manuela Torre, conseillers au CMAG, Alejandro Eder, Conseiller stratégique pour le Haut Conseil Colombien pour la Réintégration (ACR) et Directeur du comité de coordination du CIDDR, Andrea Salazar et Andres Angel, Conseillers au comité de coordination, Juan Carlos Palou, Coordinateur au Secrétariat Technique, Mariana Diaz Kraus, Conseillère au Secrétariat Technique, Johanna Calvo, Isabela Leao, Jimena Samper et Maria Stella Sanabria, Reporters pour le secrétariat technique. Le contenu de cet article n'engage la responsabilité que de ses auteurs, il ne reflète pas nécessairement les opinions du(des)employeur(s), la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui des coorganisateur(s), des associés et des partenaires privés du CIDDR. Le contenu de ce sommaire est libre de droits : chacun est libre de citer, reproduire, diffuser et d'en discuter. En revanche, il est interdit de le modifier, de l'éditer ou d'en revendiquer la propriété.

Prologue

Álvaro Uribe Vélez, Président
de la République de Colombie

L'ambitieuse initiative qui vise à organiser le premier Congrès International sur le Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CIDDR) a été impulsée par la Colombie, soutenue par des gouvernements amis et des organisations internationales, qui, comme nous, sont convaincus de l'importance du dialogue, du partage d'expériences et du transfert des connaissances pour favoriser le développement durable et la consolidation de la paix dans le monde.

De cet effort est né un document : La Contribution de Carthagène au Désarmement, Démobilisation et Réintégration. Le CIDDR a réuni plus 1 500 personnes venues de 57 pays différents dont la majorité a dû mettre en place ses propres processus de construction de la paix. En cela, La Contribution de Carthagène est un document unique, pensé comme un outil de consultation élaboré sur la base des discussions et débats menés par les experts et spécialistes, les universitaires, ainsi que les personnes qui ont directement vécu ces processus.

De plus, la Contribution représente un apport novateur dans la mesure où elle reconnaît le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) comme un processus qui ne se limite pas simplement à l'abandon des armes de la part d'un groupe illégal. En effet, ces processus doivent être intégrés à des politiques qui cherchent à générer le développement social, le développement économique, de la justice, de la visibilité et de la réparation pour les victimes, ainsi qu'à offrir un climat de sécurité pour tous les citoyens dans un cadre démocratique.

De par sa propre expérience, la Colombie peut dire que la sécurité issue de la démocratie, la confiance des investisseurs et la cohésion sociale sont des facteurs qui, dans notre pays, ont favorisé un phénomène massif de réintégration et de construction de la paix. Nous entendons l'investissement comme une fonction sociale reliée à nos objectifs et résultats sociaux. Nous entendons la cohésion sociale comme un lien avec la sécurité. Sans sécurité, il n'y a pas d'investissement et sans investissement, nous n'avons d'autre choix que de répartir la pauvreté.

L'investissement est une condition nécessaire pour que, dans un pays de 45 millions d'habitants comme la Colombie, la réintégration perdure et marque la fin des années de violence. De plus, la politique sociale est essentielle pour éviter le recrutement, la vie criminelle, afin que notre système démontre de fait qu'il est capable d'éradiquer la pauvreté et de construire un ordre plus juste.

En Colombie, nous avons choisi de combattre la violence sans enfreindre les principes de la démocratie et les résultats sont là. Au jour d'aujourd'hui, plus de 51 000 personnes ont quitté les rangs de groupes illégaux, sans avoir mis pour autant un terme aux hostilités, avec tous les groupes terroristes qui menacent notre démocratie. Plus de 31 000 de ces démobilisations sont le résultat des dialogues de paix établis avec les groupes paramilitaires illégaux entre 2003 et 2006. Les 20 000 autres démobilisations sont des démobilisations volontaires pour lesquelles les membres des groupes qui n'ont pas ouvert de dialogues avec le gouvernement choisissent le retour à la citoyenneté en dépit de la volonté belligérante de leurs chefs. Ainsi, plus de 13 000 compatriotes ont quitté le groupe narcoterroriste des FARC.

Le processus de construction de la paix en Colombie a été accompagné par la Loi de Justice et Paix, comme action intégrale au processus de réintégration des démobilisés. Cette norme, résultat d'une longue et profonde débat nationale et internationale, a réussi à installer un équilibre entre la justice et la paix ; une paix sans impunité et une justice sans déni de la paix et qui instaure une contrainte de réparation. Son application n'a pas été facile, mais chaque jour le gouvernement colombien fait des efforts supplémentaires, souvent appuyés par la communauté internationale qui nous fournit ses expériences et techniques.

Le CIDDR et la publication de La Contribution de Carthagène démontrent clairement que le soutien technique mutuel en termes de paix entre les pays dont les conditions de développement et d'ordre public sont similaires est un important outil de coopération. En ce moment, la Colombie met en place une stratégie de coopération technique pour donner vie à un engagement majeur. Ladite stratégie se fonde sur la recherche de résultats concrets aux impacts réels et mesurables. Ainsi, nous, Colombiens, cherchons à contribuer efficacement pour que notre peuple puisse aspirer à une paix durable.

J'invite les victimes de la violence, les professionnels, les universitaires, les personnes démobilisées, les journalistes, les Organisations Non Gouvernementales, les responsables communautaires, les membres des différents gouvernements, ainsi que tous ceux qui luttent pour la paix à se joindre à cet effort et à relever le défi que représente la paix durable. J'invite également les pays qui ont connu des situations similaires à la nôtre sur leurs propres territoires pour qu'ensemble nous stimulions la préservation et la divulgation de nos expériences pour le bienfait de la paix de tous les peuples du monde. Nous qui luttons contre la violence et le terrorisme sur notre territoire, nous détenons les clés de la paix. Il est de notre devoir de les partager.



Contribution de Carthagène (DDR)

Table des matières

Avant propos	1
Glossaire	3
Introduction	7
Le CIDDR : les graines d'une idée	7
Les raisons d'être du CIDDR : information mondiale et partage d'expérience	9
Le CIDDR : objectifs, participants et partenaires	11
Organisation et du processus de DDR	12
La contribution de Carthagène au DDR	14
Chapitre I : le DDR dans une perspective mondiale	17
L'évolution du DDR	17
Objectifs et portée à l'échelle mondiale	17
Variation des étapes	18
Influence des facteurs contextuels sur la conception du DDR	21
Sujets importants et thèmes transversaux	24
Mesurer l'impact et le succès	27
Dilemmes, compromis et défis	28

Chapitre II : Promotion de la sécurité et du DDR :	
relations entre la Réforme du Système de Sécurité (RSS) et les Mesures de Stabilisation Temporaire	35
Mise en place du DDR au sein des processus plus globaux de promotion de la sécurité, d'instauration de la paix et de développement	35
Types de programmes de désarmement	37
Mesures de stabilisation temporaire	39
Relations entre les Mesures de Stabilisation Temporaire, le DDR et la RSS	42
Le risque d'échec du programme de DDR et l'augmentation du crime organisé et de la délinquance	44
Chapitre III : DDR et Réintégration	
Sociale, de la Guerre Civile à la Société Civile	47
Reconstruire la légitimité de l'état, la confiance civique et la cohésion sociale	47
Équilibrer la sécurité, la justice et la paix	48
La justice et la guérison des blessures sociales et psychologiques	51
Dépasser les identités statiques : au-delà des victimes et des coupables	53
S'occuper des groupes ayant des besoins spécifiques et assister les plus vulnérables	53
Réintégration et réconciliation :	
trouver sa place dans la société	56
Une réconciliation est-elle possible dans le sillage immédiat d'un conflit ?	57
Reconstruire une convention sociale entre l'État et les citoyens	59

Chapitre IV : le DDR et la réintégration économique : réduire les déficits de capital et gérer le risque de conflits récurrents.	61
D'une économie de guerre à une économie de paix	61
Réduire les déficits de capital et gérer les risques de conflits violents récurrents	62
De la stabilisation à la reprise économique et au développement: création d'emplois et reconstruction de moyens de subsistance	65
Chapitre V : Résumé et Conclusions	75
Développer la portée et la nature sociale et politique du DDR	75
Contextes	77
Assurer l'appropriation locale à travers le dialogue	78
Promouvoir la Sécurité, le Développement et la Gouvernance Démocratique	79
Réintégration économique :	
un chemin vers le développement durable	81
La réintégration sociale au service de toutes les autres formes de réintégration	83
La compréhension des origines d'un conflit est une condition nécessaire à la paix durable	85
La planification pour définir et mesurer la réussite	86
Épilogue : Un appel à l'action – Du Congrès International au réseau Sud-Sud mondial	87



Acronymes

ACR	(Alto Consejero Presidencial para la Reintegración) - Haut Conseil présidentiel colombien pour la Réintégration
AUC	(Autodefensas Unidas de Colombia) - Autodéfenses Unies de Colombie
CIDDR	Congrès International de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
CMAG	(Content and Method Advisory Group) - Groupe de Conseil en Contenu et Méthodes du Congrès International de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
CMTS	(Content and Method Technical Secretariat) - Secrétariat Technique de Contenu et Méthodes
CNRR	Commission Nationale de Réparation et Réconciliation (Colombie)
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DSP	(Government of Colombia's Democratic Security Policy) – Politique de Sécurité Démocratique du Gouvernement colombien
FAR	Forces Armées Rwandaises
FARC	Forces Armées Révolutionnaires de Colombie
FMLI	Front Moro de Libération Islamique
GANUPT	Groupe d'Assistance des Nations Unies pour la Période de Transition
IDDRS	(United Nations Integrated Disarmament, Demobilization, and Reintegration Standards) – Normes Intégrées de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
IDP	(Internally Displaced Person) - Déplacés internes

IM	Intégration Militaire
IRA	(Irish Republican Army) - Armée républicaine irlandaise
ISM	Mesures de Stabilisation Temporaire
KPC	(Kosovo Protection Corps) – Corps de Protection du Kosovo
MDRP	Programme multi-pays de démobilisation et réintégration
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement (Nations Unies)
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
R2D2	Réinsertion, réintégration, démobilisation, désarmement
RDD	Réintégration, démobilisation, désarmement
RSS	Réforme du Système de Sécurité
SALW	(Small arms and light weapons) Armes légères et de petit calibre
SASC	(South Africa Service Corps) Forces de Défense d’Afrique du Sud
SIDDR	Initiative de Stockholm sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration
TSPT	Trouble de Stress Post-traumatique

Glossaire

Aide psycho-sociale	Services d'assistance et de suivi orientés vers les ex-combattants et les victimes de violence qui visent à l'amélioration de la santé psychologique, la gestion des traumatismes et des maladies mentales, des suites du conflit.
Appropriation locale	Investissement politique et engagement local dans le processus de paix et la reconstruction post-conflit. L'appropriation locale implique à la fois une volonté politique de la part des acteurs locaux et une capacité institutionnelle à jouer un rôle dans la conception et la mise en place de plusieurs éléments de la transition guerre-paix.
Armes de petit calibre* (SALW)	Toute arme mortelle conventionnelle et munitions qui peuvent être transportées par un combattant ou un véhicule léger et qui ne requièrent pas de logistique et maintenance particulière. En règle générale, les armes et munitions dont le calibre ne dépasse pas 100 mm sont considérées comme des SALW.
Capital Humain*	Ensemble des connaissances, aptitudes, talents, qualifications et expériences accumulés par un individu, pertinent pour l'activité économique.
Capital Social	Normes, valeurs et attentes sociales partagées, qui sont exprimées à la fois à travers le comportement (confiance et engagement social) et les organisations formelles et informelles (associations civiques et réseaux sociaux). Le capital social est souvent considéré comme une propriété de la société civile, mais il peut aussi décrire l'état d'une relation entre la société et l'État.

Ciblage	La focalisation des programmes et des ressources sur une population ou un groupe social donné.
Construction de la paix*	Un processus conçu pour prévenir la reprise d'un conflit et pour créer les conditions nécessaires pour une paix durable dans des sociétés déchirées par le conflit. C'est un procédé holistique qui inclut des activités telles que le désarmement, la démobilisation et la réintégration des forces et groupes armés ; la réhabilitation des infrastructures nationales, les droits de l'homme et la surveillance des processus électoraux, la surveillance ou reformation des administrateurs civils et de la police ; la formation en procédures de contrôles douaniers et frontaliers, les conseils ou formation en politique de stabilisation macroéconomique et budgétaire et aide au déminage.
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration. Voir entrées individuelles
Démobilisation*	Démobilisation formelle et contrôlée des combattants actifs des Forces Armées ou autres groupes armés.
Désarmement*	La collecte, documentation, contrôle et récupération des armes de petit calibre, munitions, explosifs et armes légères et lourdes des combattants, et souvent même, de la population civile. Le désarmement inclut également le développement de programmes de gestion des armes.
Développement des capacités	Programmes ou éléments de programme dont l'objectif est de développer les connaissances et les compétences ou d'améliorer la conception des institutions locales dans des pays touchés par le conflit, afin qu'elles puissent proposer des services efficaces sur le long terme.
Intégration Militaire	L'intégration d'anciens combattants dans des organes de sécurité formels tels que les forces armées nationales ou les forces de police.

<p>Justice Transitionnelle*</p>	<p>La justice transitionnelle comprend une série de processus et de mécanismes associés aux tentatives d'une société d'en finir avec un héritage et un passé d'abus à grande échelle, afin d'assurer la responsabilité, servir la justice et obtenir la réconciliation. Cela inclut à la fois des mécanismes judiciaires et non-judiciaires, avec des niveaux d'implication internationale différents, telles que les poursuites judiciaires individuelles, les réparations, les commissions de vérité et les réformes institutionnelles (enquêtes et révocation d'officiels de l'État).</p>
<p>Mesures de Stabilisation Temporaire (ISM)</p>	<p>Programmes conçus temporairement afin de gagner du temps et de l'espace pour les dialogues politiques au cours d'une transition guerre-paix. Les ISM tendent à maintenir la cohésion des anciens combattants dans des structures militaires ou civiles, telles que des services civils, forces de sécurité transitoire, et d'autres formes d'autonomie transitionnelle.</p>
<p>Réconciliation</p>	<p>Le retissage du tissu social à travers un processus de guérison et de pardon, à long terme. La réconciliation est un processus profondément individuel, lié à la reconstruction au sens large de la confiance civique et de l'association communautaire.</p>
<p>Réforme du Système de Sécurité* (RSS)</p>	<p>Appelée de plus en plus « réforme du système de sécurité », la RSS est un concept dynamique impliquant la conception et la mise en place d'une stratégie pour la gestion des fonctions de sécurité d'une manière démocratiquement responsable et efficace, pour commencer et soutenir la réforme de l'infrastructure nationale de sécurité. Elle comprend les ministères nationaux, les autorités civiles, les systèmes judiciaires, les sociétés militaires privées (SMP), les services correctionnels et organismes de surveillance de la société civile.</p>
<p>Réinsertion*</p>	<p>L'aide offerte aux ex-combattants au cours de leur démobilisation avant le processus - plus long – de réintégration. La réinsertion est une forme d'aide transitionnelle pour aider à couvrir les besoins basiques des ex-combattants et de leurs familles et peut inclure une allocation transitoire de sécurité (TSA), de la nourriture, des vêtements, un toit, des services médicaux, une éducation à court terme, des formations, des emplois et outils.</p>

<p>Réintégration axée sur la communauté</p>	<p>Processus de réintégration qui mettent l'accent sur les besoins et les perceptions des communautés locales. Les programmes de réintégration orientés vers la communauté impliquent une plus grande participation et coordination avec le gouvernement local, une plus grande attention des droits des victimes à travers une « Commission de la Vérité », des réparations ainsi que d'autres mesures dont une réintégration économique reliant les programmes de création d'emplois et les moyens de subsistance pour la réintégration des ex-combattants dans l'économie locale.</p>
<p>Réintégration*</p>	<p>Processus par lequel les ex-combattants acquièrent un statut civil, un emploi et des revenus viables. La réintégration est essentiellement un processus économique et social dans une période de temps indéterminée, développé dans les communautés, à échelle locale.</p>
<p>Systemes Judiciaires Traditionnels</p>	<p>Pratiques et mécanismes communs pour l'investigation, le jugement et la résolution des conflits. Les systemes judiciaires traditionnels peuvent être religieux ou laïques, informels ou ancrés dans des structures communautaires formalisées, mais pas en tant qu'élément de systemes judiciaires formels de l'État.</p>

Note: les entrées marquées d'une étoile (*) sont adaptées ou proviennent des normes des Nations Unies sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration

Introduction

Le CIDDR : les graines d'une idée

Le Congrès International de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CIDDR) est une idée arrivée à maturité. Bien que la réintégration des combattants à la fin d'une guerre ait toujours été problématique,² le DDR est d'abord apparu comme un ensemble d'outils cohérent pour gérer la transition de la guerre à la paix à la fin de la guerre froide. Avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union Soviétique, les nombreuses « guerres par proxy » de l'ère bipolaire ont continué à faire rage et d'autres conflits larvés ont fait surface sous la forme de guerres civiles ouvertes, déstabilisant de nombreux régimes dans le monde. L'essoufflement des guerres par proxy d'une part et l'embrasement de ces nouvelles guerres civiles d'autre part ont présenté de nombreux risques pour la stabilité et la sécurité du système mondial. Utilisé dans un premier temps par les Nations Unies pour faciliter la négociation d'un accord entre les belligérants des guerres civiles, le DDR a rapidement assumé un rôle central dans la gestion des transitions entre guerre et paix sous l'égide du tout nouveau Mandat pour la Consolidation de la paix des Nations unies.³

La première procédure du DDR mandatée par le Conseil de Sécurité de l'ONU a été initiée en Namibie en 1989 et a été menée à bien avec le concours du Groupe d'Assistance des Nations Unies pour la Période de Transition (GANUPT). Ce premier effort a été suivi par des missions similaires au

2. Les périodes de transition entre guerre et paix ont toujours été différentes et spécifiques selon le contexte. Dans la Grèce antique, les combattants étaient en général des citoyens libres qui retournaient au métier qu'ils exerçaient en temps de paix une fois le conflit terminé, ce qui du coup rendait inutile tout désarmement ou réintégration. Sous l'Empire romain, les forces militaires professionnelles étaient démobilisées et employées pour fonder des colonies, et ainsi étendre la mainmise démographique et politique de l'Empire. À la fin du moyen-âge, de nombreux combattants étaient des mercenaires, pour qui lesquels la fin de la guerre signifiait la fin d'un contrat. Durant une grande partie du 20ème siècle, les processus de DDR ont été en majorité pensés et mis en place par des institutions militaires nationales, et ont principalement visé la réduction des forces une fois les conflits inter-états terminés.

3. Boutros Boutros-Ghali, Agenda for Peace, Documents des Nations Unies n° A/477-277., 3 octobre 1992, New York.

Cambodge, en Amérique centrale et au Mozambique. Depuis ces premières missions à la fin des années 80 et au début des années 90, plus de 60 procédures documentées ont été menées à bien dans le monde. En 2007, une vingtaine de procédures actives ont été recensées, bénéficiant directement à plus d'un million de personnes, avec un budget annuel total de 630 millions de Dollars.⁴

Tandis que le DDR a d'abord été spécifiquement conçu comme un mécanisme destiné à soutenir les processus de paix à travers la restructuration des forces de sécurité internationales, il est devenu clair avec le temps que les programmes de DDR ne peuvent se cantonner à la résolution des conflits militaires et les problèmes de sécurité sans se soucier d'objectifs plus larges de développement et de sécurité des populations. Bien que l'objectif principal du DDR reste la réduction et la reconfiguration des outils de la guerre, les mécanismes à travers lesquels le DDR est mis en place ont évolué pour englober le développement de compétences, la gouvernance locale, la création d'emplois, la reconstruction post-conflit et la réconciliation. En bref, les procédures et les politiques du DDR ont progressivement tourné autour du croisement entre la sécurité et le développement, reliant les mondes des mandats de maintien de la paix et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (Nations Unies), qui étaient, en apparence, indépendants.

Après 30 ans d'implémentation, il apparaît évident que le DDR est d'abord un processus politique. Les programmes de DDR ne s'attaquent plus aux problèmes tels que la configuration des cantonnements, l'identification des bénéficiaires du programme et l'élaboration des processus de désarmement comme de simples problèmes techniques. En revanche, le DDR a été reconnu comme un intervenant politique déterminant lors des périodes de transition entre la guerre et la paix. Sa structure et son niveau de réussite pourraient avoir une influence longue et profonde sur la forme des institutions locales et nationales, sur l'alignement de la force politique dans le contexte post-conflit, sur le renforcement de la paix et sur la rapidité de la reconstruction. Ces faits ont été clairement reconnus lors du premier Congrès International du Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CIDDR), et seront examinés plus loin. Ils seront résumés dans la conclusion de ce document. Le CIDDR renforce le lien entre la sécurité et le développement, en se concen-

4. Robert Muggah, "Introduction: Emperor's clothes?" in Muggah, ed., *Security and Post-conflict Reconstruction: Dealing with Fighters in the Aftermath of War*, Routledge Global Security Studies 2009, pp. 5-6

trant plus précisément sur le besoin d'une justice sociale, en réhabilitant les communautés et en assurant une participation plus collégiale et une distribution équitable des ressources et des opportunités, pour éviter le conflit dans un premier temps.

De nos jours, les enjeux d'un DDR réussi sont plus importants que jamais, à la fois pour les processus de consolidation de la paix et une sécurité régionale et mondiale au sens large. Les profondes interdépendances économiques et politiques créées par la mondialisation se sont accompagnées d'une hausse du crime transnational, créant de véritables défis pour la consolidation de la paix et le développement de nombreux pays en situation de post-conflit. Dans un tel contexte, des institutions d'État faibles et des frontières poreuses permettent le développement de marchés illicites, notamment le trafic de biens de haute valeur tels que les diamants, les narcotiques, les armes et les personnes (nouvelles recrues, travailleurs du sexe, clandestins, etc.), ce qui pourrait inciter les anciens combattants à rechuter dans le conflit ou à survivre grâce au crime. L'échec dans le processus de réintégration des anciens combattants et dans la mise à disposition d'emplois légaux peut donc entraîner le maintien de l'insécurité, du crime et de la violence dans les états sortant d'un conflit, un ralentissement de l'économie et du développement d'après guerre et une intensification des menaces de la sécurité transnationale.

Les raisons d'être du CIDDR : information mondiale et partage d'expériences

Ces dernières années, de nombreux gouvernements confrontés à des conflits armés ont reconnu l'utilité du DDR comme ingrédient essentiel de la paix et comme complément aux processus de paix existants. En août 2002, la Colombie a commencé à entreprendre la démobilisation et la réintégration de membres de groupes armés illégaux⁵, comme complément de la Politique

Nous devons nous adapter au contexte du pays, en renforçant les institutions démocratiques, la justice, l'administration locale et régionale et la sécurité. Tout ceci fait partie de la même partie d'échecs.

Francisco Santos, Vice Président,
République de Colombie

5. Parmi les 50 000 personnes démobilisées, 32 000 se sont rendues collectivement suite à des discussions entre le gouvernement et les forces d'auto-défense unies de Colombie (AUC). Cependant, il est important de souligner que certains membres des forces d'auto-défense démobilisés se seraient regroupés et réorganisés, ou se seraient joints à des activités illégales. Les 18 000 autres personnes se sont rendues individuellement et proviennent de groupes tels que les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) ou l'Armée de Libération Nationale (ELN), qui ont refusé toute négocia-

de sécurité démocratique du gouvernement. Cette politique cherche en effet à mettre un terme à la violence organisée qui sévit depuis près de 50 ans. L'association d'une approche militaire et d'une porte ouverte à la démobilisation a permis le désarmement et la démobilisation de plus de 50 000 personnes issues de groupes armés illégaux. En effet, le DDR a fourni à la Colombie un nouvel outil puissant afin de réduire une violence prolongée en apportant un processus de réintégration communautaire pour les groupes illégaux qui décident de se démobiliser collectivement, tandis que des négociations de paix sont engagées individuellement pour les membres des groupes illégaux qui souhaitent cesser les combats, mais dont les leaders refusent de négocier. Depuis 2002, le gouvernement colombien a cherché à affiner son approche du DDR afin qu'il soit intégré à la sécurité nationale et aux politiques de développement, qu'il fasse progresser les droits, réponde aux besoins des victimes et qu'il encourage le développement des communautés réceptrices.

Les défis de bâtir un programme de DDR contrôlé par l'État et adapté au contexte spécifique et aux problèmes de la Colombie ont révélé des failles importantes dans la connaissance mondiale du DDR, en particulier en ce qui concerne les meilleures pratiques et les modèles de programmes alternatifs. Avec les années, la préservation des connaissances engrangées lors des processus de DDR s'est fortement morcelée. À l'exception des processus mis en place sous l'égide des agences de l'ONU, de la banque mondiale ou d'autres institutions internationales ou régionales, l'échange d'informations et d'expérience entre les différents processus de DDR s'est limité à des réunions nationales, bilatérales ou régionales. Tandis que des centaines d'articles ont été écrits sur la pratique et la théorie du DDR, seuls des efforts relativement limités ont été consentis pour enrichir la base de connaissances mondiales et les expériences pratiques dans l'optique d'améliorer la pratique du DDR.

En réponse au manque de réflexion mondiale sur le DDR, associé au désir de continuer à améliorer sa propre stratégie de réintégration communautaire, le gouvernement colombien a tenté de créer un nouvel espace de coopération technique entre pays du sud. Dans cet espace, les universitaires, les décideurs, les experts, les personnes démobilisées et les groupes de la société civile issus du monde entier (en

particulier des pays vivant ou ayant connu un DDR) ont pu échanger des expériences et des pratiques de DDR intéressantes. Ce forum de libre discussion sur le DDR, la sécurité, la justice et la reconstruction après la crise a été ouvertement créé pour faire remonter des recommandations pratiques qui pourraient contribuer à la conception et à la mise en place de processus de réintégration à court terme, et qui favoriseraient le développement durable sur le long terme.

Le CIDDR : objectifs, participants et partenaires

Le premier Congrès International de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CIDDR) a été organisé par le bureau colombien du Haut Conseil présidentiel pour la réintégration (ACR) et la commission nationale pour la réparation et la réconciliation (CNRR), en coopération avec d'autres acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux du pays⁶. Les objectifs principaux de ce congrès étaient de :

1. Mettre à disposition un forum où les experts, les universitaires et les professionnels du monde entier pourraient échanger des connaissances, expériences et pratiques afin de contribuer à l'avancement du DDR ;
2. Identifier, analyser et exploiter les discussions existantes sur la réintégration des communautés ;
3. Consolider les connaissances tirées des travaux du CIDDR dans un rapport, La contribution de Carthagène au DDR. La contribution de Carthagène est une continuation logique des deux initiatives internationales importantes destinées à préserver l'expérience et les connaissances du DDR : L'initiative de Stockholm sur le DDR

6. La Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Bureau pour la prévention des crises et le relèvement, le Royaume des Pays-Bas, le Ministère des affaires étrangères suédois, la Commission Européenne, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), l'Agence internationale américaine pour le développement, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Mission d'Appui au Processus de Paix de l'Organisation des États Américains (MAPP-OEA), la Fondation « Ideas para la paz » et l'Initiative pour une sécurité inclusive. De plus, le CIDDR était soutenu par des organisations partenaires, notamment le Centre d'Information des Nations Unies (CINU), « Colombia es pasión » (la Colombie, une passion), l'Ambassade de France en Colombie, l'Agence Française de Développement (AFD), la Confédération suisse et la Banque d'Amérique centrale pour l'intégration économique. Le CIDDR a également reçu des fonds importants de donateurs du secteur privé tels que la Fédération nationale des producteurs de café, la Chambre de commerce colombo-américaine, Pacific Rubiales (producteur de pétrole et de gaz canadien), Nestlé, Coca-Cola, Femsa (producteur de bière mexicain), Coltabaco (producteur de tabac colombien), Semana (magazine d'information) et Asocolflores (association colombienne des floriculteurs).

(SIDDR) et les Normes Intégrées des Nations Unies sur le DDR (IDDRS);

4. Créer un centre de référence du DDR et un réseau de professionnels qui pourraient faciliter la recherche de la paix dans différents pays et régions dans le monde. Ce réseau est en ligne et ouvert à tout un chacun à l'adresse www.cartagenaddr.org et ;
5. Promouvoir les initiatives de coopération entre pays du sud en tant que mécanisme important dans lequel les pays actuellement en processus de DDR, les agences de coopération et les organisations internationales participant activement au DDR, peuvent optimiser leur travail et enrichir la base de connaissances dans leurs domaines de compétence respectifs.

De plus, les organisateurs du CIDDR cherchent à identifier des thèmes, des lignes directives et des procédures qui permettraient de faciliter le travail des professionnels nationaux et internationaux chargés de concevoir et de mettre en place les processus de DDR, dans la lignée des ONG et des organisations communautaires qui soutiennent dans le monde les périodes de transitions entre guerre et paix.

Le CIDDR a rassemblé plus de 1 000 décideurs, universitaires et experts originaires de 57 pays du 4 au 6 mai 2009, ce qui représente le premier forum où les parties prenantes ont accepté d'échanger leurs expériences diverses acquises dans le cadre des processus de DDR dans le monde.

Organisation et processus de DDR

La composante académique et méthodologique du CIDDR a été étudiée par le Groupe de Conseil en Contenu et Méthodes (CMAG) du CIDDR et a entraîné les discussions sur des problèmes et des différents thèmes, au sein de différents groupes et tables rondes du CIDDR. Le CMAG était composé d'éminents experts colombiens et

Le DDR est aujourd'hui reconnu comme un ingrédient fondamental dans le renforcement de la stabilité et le maintien de la paix dans des pays sortant d'un conflit. Le DDR est conçu pour améliorer la sécurité et la stabilité dans les environnements post-conflit afin que la reconstruction et le développement puissent s'enraciner durablement.

Dmitry Titov, Sous-Secrétaire général chargé de l'état de droit et des institutions de sécurité, Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

internationaux du maintien de la paix, du DDR et du développement post-crise. Ils ont conseillé et recommandé des candidats aux différentes commissions, des coordinateurs et des analystes auprès des organisateurs du Congrès.

S'appuyant sur l'opportunité d'accueillir un groupe représentatif d'intervenants au sein du Congrès, toutes les commissions et les tables rondes ont été conçues pour encourager le débat et stimuler le partage de connaissances théoriques et pratiques, les meilleures méthodes et celles qui ne fonctionnent pas, les leçons apprises. C'est dans cette optique que le CIDDR a été conçu : maximiser les échanges de connaissances grâce à un débat ouvert entre les personnes ayant déjà vécu un DDR sur le terrain. Le Congrès se composait d'un total de sept groupes de travail, chacun d'eux étant composé de six personnes, entre universitaires, décideurs, experts et anciens combattants. De plus, chaque groupe de travail était animé par des décideurs ou des universitaires ayant des connaissances approfondies dans le domaine du DDR, du maintien de la paix et du développement.

Parmi ces sept groupes de travail, cinq se sont consacrés à des thèmes allant des problèmes critiques rencontrés lors de DDR aux relations entre le DDR et la réintégration sociale, économique et sécuritaire, en passant par les témoignages des vétérans de guerre. Chacun des groupes de travail était divisé en quatre tables rondes, pour un total de 16 tables rondes. Chaque table ronde a analysé des aspects précis du DDR d'un point de vue plus concret, en se concentrant sur trois ou quatre questions préétablies qui servaient de ligne directrice aux débats. Chaque table ronde regroupait 30 professionnels sélectionnés dans le public, un modérateur et deux à quatre analystes qui présentaient brièvement le cas d'un pays ou l'expérience acquise dans une région donnée, dressant le décor pour un débat plus large. Tous les participants aux tables rondes étaient sélectionnés en fonction de leur expérience du terrain et de leurs connaissances du sujet abordé.

En amont du Congrès, cinq documents d'information ont été diffusés pour servir de vue d'ensemble technique, pour informer et stimuler les débats autour des problématiques clés, notamment la réintégration communautaire, la réintégration économique et sociale, les problèmes importants du DDR et l'amélioration de la sécurité vis à vis du DDR.

La contribution de Carthagène au DDR

La contribution de Carthagène au DDR est un des principaux produits du CIDDR. Les discussions qui se sont déroulées dans les groupes de travail et les tables rondes lors du CIDDR ainsi que les documents d'information diffusés ont constitué la matière première de ce rapport. La contribution de Carthagène n'est pas, en tant que telle, un simple rapport des leçons qui ont été tirées, mais un recueil des problèmes clés, des débats, des nouvelles idées et des questions restées sans réponses qui sont ressortis des nombreux débats organisés entre experts, professionnels, universitaires, personnes démobilisées, chefs de communautés, victimes de la violence, journalistes, ONG et toutes les autres parties intéressées qui ont participé activement et sans retenue au CIDDR.

La contribution s'étend et s'appuie sur les travaux de L'initiative de Stockholm sur le DDR et des Normes Intégrées des Nations Unies sur le DDR. Elle regroupe ainsi l'ensemble des voix des intervenants du DDR, et souligne certaines des inquiétudes qui se répandent dans le monde au sujet du DDR, du dédommagement des victimes, de la réconciliation et du maintien de la paix, mais aussi quelques-unes des réponses à ces inquiétudes. Elle recentre également l'approche du DDR vers la stabilisation, le maintien de la paix et le développement plutôt que vers une focalisation étroite sur les anciens combattants, la promotion de la sécurité et la réduction des dépenses militaires.

La contribution est originale puisque qu'elle présente le résultat d'un processus partant de la base, mettant en relation des experts de terrain et des combattants avec des décideurs et des chercheurs. Elle favorise un processus horizontal sur les échanges et l'apprentissage entre pays du sud. Le CIDDR a ainsi repoussé les frontières de l'échange de savoir au-delà des dialogues bilatéraux étroits ou des réflexions internes au sein et entre les organisations internationales et des gouvernements.

Enfin, la contribution est le résultat d'une initiative menée par un partenariat entre un pays qui entreprend son propre processus

La réintégration basée sur le développement communautaire prétend créer justice et sécurité, investissements efficaces générant des capacités chez les citoyens et les communautés, ainsi qu'une culture de paix.»

Franck Pearl,
Haut Mandataire pour la Paix

de paix et qui tente d'ouvrir le chemin vers une paix durable, et de nombreux partenaires internationaux. Les organisateurs et les partenaires du CIDDR espèrent que le débat, la documentation et l'analyse des expériences pratiques de DDR contribueront à la paix dans le monde. La préservation et l'échange de connaissances et d'expériences entre ceux qui vivent au milieu des conflits et de la violence pourraient bien montrer au monde qu'il s'agit des meilleures formes de coopération internationale.



Chapitre I : le DDR dans une perspective mondiale

L'évolution du DDR

Les programmes de Désarmement, Démobilisation, Réintégration (DDR) sont apparus dans les années 80 comme un moyen de gérer les transitions entre la guerre et la paix. Au début, le DDR consistait en un ensemble d'activités, d'interventions et d'opérations menées principalement par des agences internationales, en particulier les Nations Unies (qui se concentraient sur les problèmes de sécurité) et la Banque Mondiale (dans une perspective de développement). Ces programmes avaient pour objectif d'aider les sociétés en situation de post-conflit, mais manquaient à l'origine de cadre théorique, de principes structurés ou d'un ensemble de recommandations techniques pour agir. Ils étaient conçus essentiellement à travers des expérimentations en réponse à des situations de crise.

Ces dernières années ont vu s'accumuler une quantité importante de connaissances systématiques en rapport avec les composants techniques et les exigences politiques du DDR, en particulier L'initiative de Stockholm sur le DDR (SIDDR) et les Normes Intégrées des Nations Unies sur le DDR (IDDRS).

Le DDR est passé d'une activité nationale à une activité transnationale. Reconnaître que les conflits régionaux peuvent former des complexes politiques emmêlés et des économies de guerre a entraîné la création de programmes régionaux et la multiplication des acteurs. Par exemple, le Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP) dans la région des grands lacs, en Afrique, est mené par la Banque Mondiale en partenariat avec les Nations Unies et quelques donateurs.

Objectifs et portée à l'échelle mondiale

Avec le temps, les programmes de DDR se sont étendus bien au-delà des objectifs initiaux de désarmement, démobilisation et réintégration. De nos

jours, ils englobent le développement économique, la gouvernance locale, la justice, la réconciliation, la réforme du système de sécurité et le développement des compétences. Dans le fond, nous sommes passés d'objectifs concrets « minimalistes » de sécurité et de stabilisation à des objectifs « maximalistes » plus larges de justice et de développement.

Le DDR a connu trois évolutions majeures. Premièrement, les objectifs par étapes se sont étendus au-delà de la vision étroite initiale sur les problèmes de sécurité à court terme.

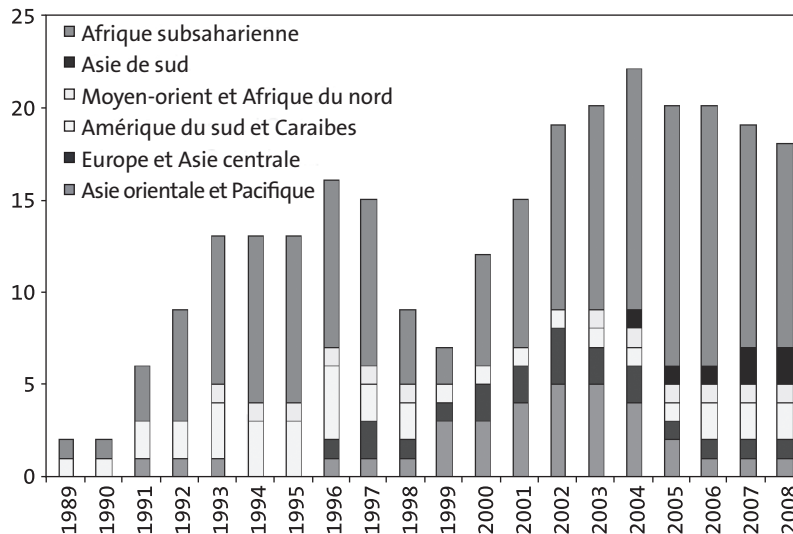
Deuxièmement, le DDR est passé d'une intervention post-conflit à une intervention pendant le conflit. Enfin, alors que le DDR utilisait un mouvement programmé de désarmement, démobilisation et réintégration, il utilise maintenant un modèle flexible et adapté au contexte, avec des programmes allant du RDD (réintégration, démobilisation, désarmement) au R2D2 (réinsertion, réintégration, démobilisation, désarmement).

Bien que le DDR soit devenu un outil majeur pour le rétablissement d'une paix durable dans les environnements post-conflits, il ne peut remplacer le développement économique et social ou résoudre les défis de développement et de gouvernance, tels que l'inégalité, la corruption, l'inefficacité des services fondamentaux et du système de retraites, la création d'emplois, l'expression populaire et la participation à la vie politique. Le DDR est un ensemble d'activités de transition et pourtant, en étant souvent mis en place à des moments de grande ouverture politique, sociale et économique, le DDR peut réguler le changement grâce à activités diverses et des mises en relation avec des processus politiques et des initiatives de développement complémentaires. Ainsi, le DDR peut servir de pont entre la promotion de la sécurité et le maintien de la paix à court et à moyen terme, et le développement social et économique à plus long terme.

Répartition géographique des opérations de DDR (1989-2008)⁷

Varier les étapes

Bien que le DDR soit globalement considéré comme un ensemble d'activités en grande partie standardisé et incorporé, en pratique les initiatives de DDR varient beaucoup. Bien souvent, la réintégration est le seul dénominateur commun entre les programmes de DDR, étant donné que dans certains contextes



la démobilisation et le désarmement sont réordonnés, ou tout simplement pris à part. La diversité des programmes de DDR reflète le fait que la conception, la coordination et l'ordonnancement des activités de DDR doivent être adaptées aux besoins spécifiques de chaque pays. Dans certains contextes, quelques éléments du programme peuvent se chevaucher, ou même être superflus.

Le désarmement conventionnel et les éléments de démobilisation sont typiquement des processus rapides qui fournissent sécurité et stabilité à court terme, ce qui est essentiel pour renforcer un accord négocié entre les belligérants. Les programmes de désarmement se concentrent sur la récupération et la mise sous séquestre des armes légères des groupes armés, et peuvent aussi intégrer des programmes auxiliaires de récupération des armes détenues par les civils. Ils peuvent être directs ou indirects par nature, en fonction de la culture et du contexte local.

La démobilisation est la porte d'accès aux ressources de la réintégration, un processus court dans lequel les membres des groupes armés peuvent être réunis dans des cantonnements, enregistrés, approuvés pour accéder aux services de réintégration et être officiellement démobilisés. Les programmes de DDR incluent en général une phase de réinsertion entre la démobilisation et la

7. Kingma et Robert Muggah. « Problèmes critiques du DDR : Contexte, indicateurs, cibles et défis », (2009) Document d'information pour le CIDDR : Carthagène

réintégration. Cette période est souvent synonyme de vulnérabilité économique et sociale pour les démobilisés, qui manquent de ressources financières pour se rendre jusqu'à leur site de réintégration et pour manger et se loger en chemin. Les programmes de réinsertion fournissent un « filet de sécurité transitoire » orienté vers l'aide sociale, et sont conçus pour aider les personnes démobilisées après leur départ des cantonnements et avant qu'elles puissent accéder aux ressources spécifiques à la réintégration, aux moyens de développement et à l'aide psycho-sociale si nécessaire.

La réintégration économique et sociale des anciens combattants est un processus plus complexe et étendu que le désarmement et la démobilisation seules. La réintégration durable dépend en grande partie de la reprise économique et sociale et du développement des communautés réceptrices. Pour réussir une réintégration durable, les programmes de DDR doivent relever les défis économiques et sociaux auxquels sont confrontés à la fois les anciens combattants qui cherchent à se construire une vie civile et les communautés et victimes qui cherchent à se relever du conflit. Les personnes démobilisées doivent faire face à des challenges économiques à la fois à court et à long terme. À court terme, elles rencontrent des difficultés à générer des revenus suffisants et à trouver un travail décent. À long terme, elles se retrouvent souvent confrontées à des défis intimidants dans l'accès aux actifs productifs et dans l'accomplissement de leurs aspirations à obtenir un moyen de subsistance viable avec des opportunités de croissance. Lors de la conception et la planification des programmes de réintégration économique, l'établissement du profil des caractéristiques, des besoins et attentes des anciens combattants est une étape vitale, qui doit être accompagnée d'une évaluation de la communauté locale et des opportunités de marchés à échelle régionale ainsi que des capacités institutionnelles pour la mise en place du programme. Le processus de réconciliation dépend en effet de l'équilibre réel et de la perception de la réintégration individuelle dans une vie civile et un relèvement et développement de la communauté.

La réintégration sociale est à la fois l'aspect le plus difficile et le plus important du DDR. La réintégration sociale des combattants est liée à la guérison individuelle et à des processus plus larges de transformation d'iden-

La réconciliation peut être un objectif exagérément ambitieux dans le sillage immédiat du conflit. Il peut même être contreproductif de vouloir accélérer la réconciliation lorsque les blessures émotionnelles et psychologiques sont encore à vif. Dans ce cas, des objectifs plus modestes sont plus appropriés : travailler vers une coexistence pacifique à court terme et aider les victimes à accepter leur perte et à faire leur deuil.

Andrew Rigby, Professeur d'Irénologie, Coventry University.

tité, de justice et de réconciliation communautaire. Dans certains contextes, la réconciliation peut être un objectif irréalisable, trop chargée émotionnellement pour être vraiment accomplie. Dans ce cas, une vraie réconciliation peut être difficile, et il serait plus approprié de fixer des objectifs plus modestes tels que la coexistence communautaire.

Enfin, le désarmement, la démobilisation et la réintégration économique et sociale dépendent entièrement de la confiance entre les ex-combattants, les communautés et les responsables de la mise en place des programmes (qu'ils soient locaux ou internationaux). Ces programmes sont politiquement fragiles et exigent une coopération et une volonté politique à tous les niveaux. Cette volonté politique et le désir de « posséder » le processus ont été particulièrement exprimés par les anciens combattants eux-mêmes dans le panel des « Veteran's Voices ». Afin de réduire les incertitudes et d'instaurer un environnement de confiance, les programmes de DDR doivent clairement établir les droits et les responsabilités de toutes les parties impliquées, pour que les attentes des leaders politiques, des anciens combattants et de la communauté au sens large, soient réalistes.

Une stratégie de DDR efficace requiert un engagement de la part de l'État et de la communauté internationale afin de fournir une aide et des ressources suffisantes. Depuis le début, l'acquisition d'un financement conséquent pour les programmes de DDR est un problème de taille. Les financements restent hasardeux, sujets à des conditions et des pressions politiques et dans de nombreux cas, sont insuffisants en particulier pour la phase de réintégration. Certains disent que la réintégration comme telle devrait être insérée dans les programmes classiques de lutte contre la pauvreté et les budgets assignés au développement le plus tôt possible. Le coût de DDR varie souvent de manière significative tout au long du programme, au fur et à mesure qu'arrivent les combattants ; les coûts augmentent et l'aide au reste de la population dans le besoin – dont les communautés réceptrices – devient un ingrédient vital pour le succès. Une attention supplémentaire doit être portée à la création d'un réseau de financement consistant et de « réservoirs » de ressources pour les programmes mondiaux de DDR.

Influence des facteurs contextuels sur la conception du DDR

Les situations post-confliktuelles sont des environnements complexes et pleins de défis. Elles sont souvent caractérisées par des systèmes fragiles de gouver-

nance avec une légitimité politique limitée, une méfiance de la communauté, une stagnation économique et de la pauvreté, des infrastructures détruites et un taux élevé ou en augmentation de la violence criminelle et interpersonnelle. Dans de telles circonstances, les ex-combattants, les réfugiés et les déplacés internes doivent être réintégrés dans la société tandis que les citoyens affectés par la guerre au sein des communautés réceptrices demandent à ce que justice soit faite et que l'État de droit soit restauré. Chaque contexte post-conflictuel est unique et ses caractéristiques doivent être analysées et comprises comme un pré-requis de la conception des programmes de DDR. Les principaux facteurs contextuels qui devraient être pris en compte sont :

Influence des facteurs contextuels sur la conception et la mise en place du DDR

La nature du conflit et de la paix	La nature, les causes et l'histoire du conflit La manière dont se termine le conflit (victoire, règlement négocié, règlement imposé, etc.)
	La situation de la sécurité
	L'usage illicite des ressources naturelles légales ou illégales ou autres activités criminelles pour financer la violence
La volonté politique et les caractéristiques sociales des parties prenantes	La volonté politique, le niveau de représentation politique et organisation interne des parties du conflit (groupes armés, institutions de l'État, partis politiques, communautés)
	Les niveaux de confiance entre et au sein des parties du conflit
	Les besoins et intérêts des parties prenantes locales, nationales et régionales
	Le degré de cohésion sociale
	Le degré de soutien de la justice transitionnelle

Capacité institutionnelle et qualité de la gouvernance	La portée et la capacité institutionnelle de l'État
	L'état des institutions de justice formelles
	L'importance et l'équité de la participation politique locale
	Intégrité bureaucratique et degré de corruption
Conditions Économiques	Contraintes logistiques, infrastructurelles et de marchés
	Ressources naturelles
	L'état de l'économie, le taux de chômage, la stabilité monétaire et l'intégration des marchés régionaux et nationaux. L'investissement du secteur privé national et international
	Les engagements politiques et financiers des donateurs
Contexte Culturel	« Identités culturelles », race, ethnie, traditions, normes et valeurs, langue, rôle des genres, etc.

En plus de ces facteurs, les programmes de DDR doivent être considérés, conçus et mis en place sous des pressions et intérêts géopolitiques régionaux. Des conflits voisins, des économies illicites hautement développées et des réseaux criminels ou des afflux régionaux d'armes peuvent affecter et compliquer dangereusement la mise en place de programmes de DDR et compromettre leur réussite.

Enfin, les programmes de DDR devraient prendre en compte les intérêts et les besoins des participants, des bénéficiaires et de la communauté au sens large. Les combattants ont des aspirations et besoins différents et les communautés réceptrices peuvent adopter des positions différentes face aux personnes qui tentent de pénétrer leur tissu social. Une conception et une mise en place efficace des programmes de DDR requièrent que les professionnels engagent un dialogue participatif et ouvert avec les anciens combattants et les communautés, pour obtenir l'information nécessaire à la conception de l'intervention, et fournir l'information. En effet, le cadre d'intervention et les objectifs des processus de DDR peuvent être parfois mal interprétés par la communauté et les combattants. Les communautés réceptrices doivent être publiquement informées des objectifs, de la mise en place et de la signification d'un tel processus. D'un côté, cela peut augmenter le taux d'acceptation et de l'autre, peut réduire un possible ressentiment.

Sujets importants et thèmes transversaux

a. Appropriation locale

Afin de contribuer à la paix durable, le DDR doit être ancré à échelle locale. Pour qu'une appropriation locale soit significative, les communautés doivent comprendre clairement leurs problèmes et leurs solutions : un contrôle local amélioré sur les politiques et les programmes peut ajouter une valeur dans l'absence d'un dialogue politique ouvert. De plus, une attention particulière doit être portée aux risques de décentralisation là où la gouvernance locale est faible. Dans ce cas, les bénéfices d'une appropriation locale peuvent être diminués par la corruption ou la « capture politique ». Les donateurs et les gouvernements nationaux ont une responsabilité partagée pour assurer la transparence et la légitimité, particulièrement là où la portée de l'État et sa capacité sont limitées.

La Paix est réclamée par tous, tandis que la réintégration reste orpheline

Francisco Santos, Vice Président de la République de Colombie

b. Clarté sur les objectifs et les attentes

Les communautés tout comme les combattants peuvent parfois mal interpréter les processus de DDR, ses avantages et ses limites. Une mauvaise compréhension peut provoquer des attentes qui ne seront pas comblées, et générer de l'anxiété et des problèmes qui pourraient être minimisés avec des campagnes d'informations bilatérales qui expliquent clairement les programmes de DDR, établissent les besoins et les attentes locales et évaluent les perceptions. Par exemple, les combattants peuvent associer le DDR à des mesures judiciaires punitives et par là-même, ne pas s'inscrire au programme. Les communautés réceptrices peuvent craindre de voir les ex-combattants « réinjectés » dans leur espace sans leur consentement et rejeter l'implantation des personnes démobilisées.

c. S'attaquer aux multiples déficits de capital des anciens combattants

La réintégration économique ne consiste pas seulement à fournir aux ex-combattants un capital suffisant ou une aide en nature. Les ex-combattants souffrent en général d'une variété de déficits de capital : faibles niveaux de capital humain (éducation formelle, aptitudes de vie, compétences et expériences professionnelles), insuffisance des actifs productifs et érosion du capital et de la cohésion sociale (liens brisés entre les ex-combattants et la communauté au sens large). Les programmes de réintégration économique doivent prendre en compte

chacun de ces déficits afin de fournir des moyens de subsistance viables et ne doivent pas être séparés des programmes et initiatives de réintégration sociale.

d. Prendre en compte les besoins de groupes spécifiques

Des experts du DDR ont longtemps reconnu l'importance de se focaliser sur des groupes spécifiques et de cibler les ressources dont ils ont besoin. Cependant, ces groupes spécifiques restent sous-servis et sous-protégés dans de nombreux contextes. Les femmes, les enfants, les handicapés, les déplacés internes – qu'ils soient civils ou liés aux forces militaires – devraient recevoir une attention spéciale dans la conception et la mise en place de programmes de DDR. Un meilleur soutien de ces groupes requiert des efforts additionnels pour coordonner les besoins et les opportunités, puisque leurs avis ne sont que trop peu sollicités ou volontairement tus. De cette manière, les processus de DDR peuvent mettre en lumière des problèmes de discrimination et de violence contre les femmes et les enfants, et utiliser les opportunités de changements sociaux inhérents à la phase de post-conflit pour mettre en cause ces modèles de violence ou discrimination.

Les femmes en particulier peuvent jouer de multiples rôles, de la combattante au défenseur, de la veuve à la gardienne, de l'activiste à l'alliée et de la participante passive à la prise de décisions. Les enfants aussi sont confrontés à la dualité entre les rôles de victime et de coupable, en particulier lorsqu'ils ont été enrôlés de force et se sont retrouvés du jour au lendemain avec une arme dans la main. Ces deux groupes auront besoin d'une assistance économique et psycho-sociale spéciale, mais ne doivent pas être traités comme des cibles passives d'assistance spéciale mais plutôt comme des agents actifs dans le redressement social.

e. Justice et réparations pour les victimes

Les droits des victimes ne sont généralement pas considérés comme une dimension du DDR. Cependant, la réintégration sociale des anciens combattants est impossible sans une guérison individuelle et collective par le biais d'une justice et de réparations. Que les processus de réconciliation soient ancrés dans des mécanismes formels ou informels, il faut dans tous les cas porter une attention particulière à l'utilisation du langage, à l'efficacité et à la transparence du système légal et judiciaire formel du pays et au degré de respect des normes internationales en matière de droits de l'homme et ses formes de déviation inhérente aux systèmes judiciaires traditionnels.

f. Capacité de l'État

Les programmes de DDR – même ceux qui sont conçus et mis en place par des organismes internationaux – ne peuvent fonctionner correctement en l'absence d'une capacité suffisante de l'État, d'une participation active et d'une bonne gouvernance. Un État faible peut mener à une augmentation de la corruption et à des « fuites financières » des programmes de DDR, tandis qu'une gouvernance pauvre et une faible participation conduisent au ressentiment et à l'aliénation, augmentant la probabilité d'une reprise du conflit. Lorsque cela est possible, des acteurs externes doivent chercher à construire et renforcer la capacité de l'État là où elle existe.

Il n'y a pas de gagnants, de perdants, de victimes et de coupables. Il n'y a que des parties prenantes.

Frank Rusagara, Directeur du Département d'Information, de Documentation, et d'Histoire Militaire, Forces Rwandaises de Défense.

g. Renforcement de la sécurité et partenariat

Les programmes de DDR sont étroitement liés aux ISM (Mesure de Stabilisation Temporaire) et aux RSS (Réforme du Système de Sécurité). Leurs différentes activités de construction de la paix doivent donc être reliées entre elles. Les ISM – ou « procédure d'attente » à court terme – doivent être mises en place entre le DDR et la restructuration plus large des forces de sécurité, ou même être insérées entre les différentes phases du DDR lui-même. Les RSS – ou la restructuration, le redimensionnement, et (souvent) la re-formation des forces de sécurité – peuvent offrir des opportunités d'intégrer les participants aux programmes de DDR, à l'appareil de sécurité de l'État, et peuvent aussi générer de nouveaux « clients » pour les programmes de DDR. Des chevauchements entre les ISM, le DDR et les RSS peuvent également avoir un effet positif en fournissant une flexibilité additionnelle à la conception, à la vitesse et à l'adaptation à moyen terme des programmes en réponse à de nouveaux défis ou opportunités.

h. Coordination, Planification et Séquençage

Le DDR requiert un engagement de la part d'acteurs nationaux et internationaux de tous horizons. Même si cette diversité est nécessaire, cela peut souvent mettre en lumière des ambiguïtés programmatiques. Cette coordination peut augmenter l'ambiguïté des objectifs des programmes et compliquer les plans de mise en place. Les partenaires peuvent avoir du mal à articuler leurs besoins et problèmes puisqu'ils se concentrent et s'arrêtent sur les points d'accords plutôt qu'à s'essayer sur les di-

vergences. La coordination correspond à un verbe transitif dont peu désirent être l'objet. Un programme d'intégration fonctionnel est plus facile à coordonner sur le terrain qu'à distance. Une bonne coordination des acteurs en tant que telle réside dans la nécessité d'introduire peu à peu et de séquencer les interventions dans le processus de DDR et le redressement économique et social au sens large.

Mesurer l'impact et le succès

Le DDR a évolué, tout comme les métriques et les indicateurs servant à évaluer son impact et son efficacité. Toutefois, malgré l'attention croissante portée aux formations des programmes et aux efforts pour étendre et améliorer leur évaluation, le débat est toujours ouvert sur « quand » et « comment » évaluer les impacts des programmes de DDR.

L'évaluation est rarement la première priorité des programmes de DDR. Les processus de DDR sont généralement conçus et mis en place lors de conditions de crises faites de risques humanitaires, d'instabilité politique, de stagnation économique, de faiblesse institutionnelle, et de manque de temps et d'argent. Dans une telle situation, il n'est pas surprenant que les praticiens donnent la priorité à la durée et à l'impact des programmes lors de leur conception plutôt qu'à son évaluation rigoureuse.

Il faut également considérer le fait que les programmes de DDR s'étalant dans le temps, leur évaluation devient de plus en plus difficile, principalement parce que les objectifs des interventions à long et moyen terme peuvent changer selon les évolutions contextuelles. Les métriques nécessaires à la compréhension de l'impact des programmes de désarmement et de démobilisation ont été relativement affinées, mais la mesure de l'efficacité de la réintégration est bien plus difficile. Les indicateurs efficaces pour les évaluations quantitatives font défaut, tout comme les concepts de recherches pertinents pour récolter à la fois les données au niveau du projet et les résultats applicables à d'autres contextes.

La question « quand » et « comment » évaluer les programmes de DDR fait toujours débat. Certains avancent qu'à leur conception, l'évaluation des programmes de DDR doit être envisagée, et des méthodologies et indicateurs précis doivent être choisis avant le lancement du programme. D'autres indiquent qu'il est difficile, voire impossible de comprendre les questions qui doivent être posées, et encore plus d'y répondre, au début d'un programme. Lorsque

les évaluations sont intégrées à la conception basique d'un programme, les évaluations quantitatives, ainsi que les évaluations quasi et complètement expérimentales sont très communes, mais leur validité et efficacité externes dans l'apport de données permettant l'affinement d'autres programmes est floue.

Dilemmes, compromis et défis

Bien que les programmes de DDR soient très différents, le CIDDR a identifié un certain nombre de dilemmes, compromis et défis communs en dépit du contexte.

a. L'engagement des communautés

Les praticiens du DDR doivent apprendre à mieux écouter et à trouver de meilleures façons de comprendre les aspirations, les peurs et les besoins locaux, tout au long du cycle de vie des programmes de DDR, de leur conception à leur évaluation en passant par leur mise en place. L'écoute doit s'appliquer aux personnes ayant des besoins spéciaux et aux groupes exclus, aux bénéficiaires du programme, ainsi qu'à la communauté dans son ensemble. Il est essentiel que les communautés ne soient pas vues comme des groupes de soutien passifs des programmes de DDR et d'instauration de la paix, mais comme des participants impliqués dans leur propre histoire. Les communautés doivent être sensibilisées à, convaincues de et soutenues dans l'engagement pour la conception et la mise en place de programmes pour la paix et la reconstruction.

b. La définition d'un double objectif

Le débat fait rage quant à l'efficacité du ciblage de groupes sociaux identifiés (les anciens combattants par exemple) avec des offres de réintégration différentes de celles proposées aux communautés touchées par le conflit. Il s'agit d'une fausse dichotomie. L'approche plus pratique est souvent négligée. Elle consiste en un équilibre entre les besoins de groupes identifiés et ceux de la population en général, ainsi que la possibilité de séquencer ou limiter la portée des interventions ciblées. Le fait de cibler ou non des populations n'est pas la question. Le problème ne porte pas sur le fait de savoir si les programmes doivent cibler des groupes sociaux identifiés, mais de savoir quand, dans quelles mesures et comment équilibrer les ressources entre les besoins globaux et particuliers, et les populations. Le ciblage ne doit pas être considéré comme un tout ou rien, mais plutôt comme un outil supplémentaire servant à gérer les risques ou à améliorer l'impact des programmes sur les groupes sociaux identifiés. La planification et le séquençage précis des ciblages peuvent

former une stratégie viable dans bien des cas où les programmes peuvent initialement centrer les ressources sur des groupes sociaux identifiés, et permettre le passage à une distribution plus équitable des richesses.

c. L'évolution des objectifs et l'adaptation aux changements

Les objectifs des programmes de DDR peuvent au départ sembler clairs et sans ambiguïté, mais ils évoluent souvent conformément aux opportunités et défis naissants. De plus, les implications politiques et sociales réelles des opérations de DDR n'apparaissent que sur la durée. Une coordination efficace avec les efforts de construction de la paix plus globaux peuvent exiger une adaptation flexible des programmes. Il est aussi difficile qu'important d'atteindre un équilibre entre la nécessité de travailler avec flexibilité et le maintien d'un programme cohérent enraciné dans les savoirs locaux et les meilleures pratiques d'adaptation. Des programmes trop flexibles peuvent être perçus comme arbitraires, incohérents ou comme des cibles faciles de pression politique, alors que des programmes rigides peuvent simplement échouer, car ils ne prennent pas en compte l'évolution du contexte. Les praticiens du DDR doivent tenter d'établir des mécanismes pour exploiter les avis des intervenants quant à la nécessité et la stratégie à adopter pour s'adapter aux évolutions.

d. La rupture du commandement et le maintien du contrôle

La sagesse conventionnelle veut que le commandement et le contrôle des anciens combattants soient brisés et que le DDR joue un rôle d'instrumentation dans l'atteinte de cet objectif. Toutefois, des compromis font surface lorsque l'on prend en compte ce que le réseau de soutien – en maintenant la cohésion des combattants en tant que groupe – peut apporter pour faciliter leur transition vers une vie civile. En Irlande du Nord, principalement parce qu'ils faisaient partie de la communauté (facteur contextuel important), les groupes armés n'ont pas été dispersés et ont au contraire fonctionné comme des gardiens de la paix et des agents de développement, si l'on peut dire, utilisant un modèle « d'aide autonome » au cours du processus de paix. Les anciens combattants ne représentent pas nécessairement une menace à l'instauration de la paix et peuvent en revanche être des pacificateurs actifs. Il faut retenir que même si la rupture de la structure de commandement (en particulier s'il est de nature abominable) est nécessaire, le maintien de la cohésion entre les anciens combattants et leur contrôle social peut être un objectif souhaitable, au moins pendant la fragile période de transition entre la guerre et la paix.

e. **Les anciens combattants : des objets passifs du DDR ou des acteurs subjectifs dans la construction de la paix ?**

Le DDR est loin d'être une simple mesure technique devant s'appliquer mécaniquement aux anciens combattants. C'est, au contraire, un processus politique et social. Pour cette raison, la réussite est davantage possible si elle « appartient » aux intervenants concernés et leur apparaît légitime. L'échec sera cuisant sans le soutien de la classe politique dirigeante, des donateurs et des autres organismes impliqués, des combattants et des communautés.

Les anciens combattants ne sont pas simplement des menaces, des risques ou des objets passifs profitant de la formation, du crédit et d'autres ressources. Au contraire, ils doivent être considérés comme des agents actifs et des ressources essentielles dans le processus de (re)construction d'une société paisible et dans la conduite d'une réconciliation sociale. Ils peuvent être impliqués et même mener les processus de redressement et de reconstruction. En outre, les anciens combattants peuvent posséder des compétences spécialisées qu'ils peuvent utiliser dans des forces militaires et de police participant à la réforme du système de sécurité.

f. **La gouvernance des programmes de DDR**

Le traitement de la corruption est essentiel, puisque les niveaux élevés de corruption (entretenus par les acteurs nationaux et internationaux) affectant les programmes de DDR réduisent considérablement leur légitimité politique. Toutefois, les mécanismes appropriés à la gestion de la corruption sont souvent incertains, en particulier parce que les solutions les plus simples, comme la surveillance globale par un organisme tiers, qu'il soit national ou international, la responsabilité et la vitesse de la mise en place confortent le besoin d'engager des acteurs locaux et de transmettre des capacités aux homologues gouvernementaux et non gouvernementaux locaux. Dans des cas où le pouvoir des institutions locales est faible, les activités de planification du budget, d'exécution et de surveillance sont particulièrement vulnérables et enclines aux erreurs et abus.

Au Mozambique, des anciens combattants ont été très efficaces en prenant personnellement en main le processus de réintégration. Par le biais de programmes de formation et la construction d'une discipline pour les anciens combattants, ils ont pu former un groupe dirigeant au sein des populations démobilisées et devenir un outil légitime pour reconstruire le tissu social des communautés.

Armando Fulane, Responsable de programme, Propaz, Mozambique

g. L'amélioration de la recherche, la formation et la planification

Des recherches supplémentaires sont nécessaires sur tous les aspects du DDR et sur les problèmes liés au développement et à l'instauration de la paix. Conformément à l'évolution rapide et continue des pratiques et programmes de DDR, les recherches doivent être dynamiquement évolutives et applicables pour aider les praticiens et décideurs à assimiler les avantages comparatifs des stratégies de DDR et les outils disponibles, ainsi que leur impact sur les sociétés passant de la guerre à la paix.

h. La gestion des tensions entre la justice et la paix

La justice et la paix sont souvent présentées comme des termes antagoniques, impliquant que pour les programmes de DDR devant être négociés et mis en place, la justice pour les victimes du conflit doit être retardée, voire même supprimée. Les tensions entre la justice et la paix doivent être clairement gérées lors de la négociation des accords de paix et de la conception des transitions de la guerre vers la paix. Dans de nombreux contextes, un compromis strict entre justice, paix et réconciliation peut être évité via l'utilisation d'un ensemble d'outils de justice transitoire, dont le secteur judiciaire traditionnel pour la sélection des plaintes, l'utilisation de « commissions de la vérité » pour fournir des informations et une source de règlement pour les victimes, ainsi que l'utilisation de mécanismes traditionnels (le cas échéant) pour le redressement intra-communautaire. L'utilisation de diverses « pistes » pour la justice post-conflit répond au fait que plusieurs parties concernées par le conflit (les citoyens ordinaires, les anciens combattants et les étrangers) peuvent avoir différentes exigences de doléance et de justice, et chacun d'entre eux peut avoir un rôle important à jouer dans l'effort de justice, de vérité et de réconciliation.

Alors que le large éventail de permutations possibles parmi les mécanismes de justice traditionnelle, internationale et formelle fournit une série d'options qui s'étend au-delà du choix dichotomique entre la justice totale et l'amnistie totale, les mécanismes de justice transitoire trop complexes comportent des risques. Plus particulièrement, les schémas de justice transitoire complexes se reposant sur un mélange de coercition et d'encouragement peuvent semer la confusion, instaurer le doute et la peur parmi les démobilisés et les communautés locales, contraignant l'entrée dans le système de justice transitoire. Des recherches complémentaires sur les systèmes de motivation et les interactions créées par les systèmes de justice transitoire multipistes et complexes sont nécessaires.

Enfin, le saillant émergeant des juridictions internationales dans les transitions de la guerre vers la paix peut alourdir l'incertitude légale des négociations pour la paix et compliquer la création des systèmes de justice transitoire appropriés. La possibilité de poursuites supplémentaires par les cours internationales, tout comme la possibilité de mise en examen et de jugement par des juristes et cours de pays tiers, peuvent fragiliser les garanties et accords légaux liés à l'amnistie ou à la sécurité découlant de la persécution. La menace d'une sanction légale internationale peut faire pression sur les dirigeants pour qu'ils s'assoient à la table des négociations ou faire naître des peurs relatives à leur sécurité après l'accord de paix ou renforcer leur opposition aux « intrusions » de la communauté internationale. L'impact de la pression légale internationale dépend de l'instrument légal utilisé, ainsi que du contexte militaire et politique dans lequel il évolue. En dépit du contexte, l'équilibre entre la justice indemnificatrice et réparatrice et la paix et la sécurité représente un réel défi.

i. La réconciliation en tant que processus à long terme

La fin d'un conflit se passe généralement suite aux appels à la réconciliation souvent lancés par des acteurs internationaux. Alors que les mécanismes de justice transitoire fournissent des mesures cathartiques et de justice sociale pouvant aider au redressement à court terme, la réconciliation est un processus à long terme, profondément individuel, qui ne peut être ni pressé, ni imposé ni légalisé par des autorités supérieures ou dont on peut se passer. Le point de concentration sur la réconciliation souvent étroit doit être développé pour inclure des objectifs à court terme supplémentaires plus réalistes, comme la recherche de la vérité, ainsi que la clôture et la gestion de la perte et de la douleur.

Une trop grande insistance sur la réconciliation est problématique à différents niveaux. Les communautés ne recherchent pas la réconciliation au même rythme que la communauté internationale le prévoit et l'attend. Il existe des moyens identifiés pour mesurer la réconciliation au niveau du groupe ou pour déterminer sa portée. L'intégration de concepts supplémentaires comme la clôture peut ouvrir de nouvelles zones de programmation et de soutien psychosocial, visant, par exemple, à satisfaire les désirs de réponse et le rejet des ambiguïtés.

Les commissions sur la vérité et les mécanismes de justice réparatrice traditionnels peuvent se révéler très efficaces et doivent être soutenus par des

investissements supplémentaires dans le soutien psychosocial individuel aux victimes, aux communautés touchées par la guerre et aux anciens combattants. Il est important que les commissions de la vérité dépassent le travail de catalogage des péchés fourni par les « gardiens de la mémoire ». Les actes collectifs et individuels de violence doivent être placés dans leur contexte, via la construction d'un récit partagé des causes, des dynamiques et des impacts du conflit ; récit issu des perceptions de tous. Étant donné les dissensions engendrées par le conflit, cela peut devenir une tâche politique stimulante.

Dernièrement, la réconciliation et la réintégration sociale n'ont pas été perçues comme de simples processus à long terme par les civils touchés par le conflit. Les personnes démobilisées ont probablement besoin d'un certain temps pour s'acclimater à la vie civile et tailler leurs rôles et identités au sein de la communauté. Pour que cela fonctionne, les personnes démobilisées doivent faire preuve de patience envers les praticiens du DDR et la communauté dans son ensemble.

j. La gestion des racines du conflit et de l'insécurité

À l'heure actuelle, une alternative à la réduction des effectifs militaires et à la démilitarisation en tant que moyen de réalisation d'une stabilisation et d'une sécurité durables dans les suites d'un conflit est sur le point d'être trouvée. Toutefois, la sécurité durable ne peut pas être maintenue sans la gestion des causes du conflit ancrées dans des sociétés d'après-guerre. Le DDR seul ne peut pas régler ce problème qui doit être au cœur des négociations politiques et des processus plus larges d'instauration de la paix dans des contextes post-conflits. Le DDR fait partie de ces processus et peut contribuer à l'objectif global des programmes de développement et d'instauration de la paix par des ciblage équilibrés, via l'utilisation de mesures de programmation et de politiques économiques et sociales chez les anciens combattants et d'autres groupes sociaux identifiés (familles, communautés destinataires, etc.). Toutefois, lorsque le DDR est mis en place pendant un conflit (comme en Colombie, en Irak, en Afghanistan et aux Philippines), il devrait non seulement être intégré aux programmes et politiques de développement économique et social qui traitent les causes sous-jacentes du conflit, mais également à la politique sécuritaire donnant priorité au respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques.



Chapitre II : Promotion de la sécurité et du DDR : relations entre la Réforme du Système de Sécurité (RSS) et les Mesures de Stabilisation Temporaire

Mise en place du DDR au sein des processus plus globaux de promotion de la sécurité, d'instauration de la paix et de développement

Le DDR est l'un des mécanismes clés utilisés par les acteurs internationaux, régionaux et nationaux pour promouvoir la sécurité dans des contextes post-conflits et pour renforcer le monopole et la légitimité de l'État sur l'usage de la force. L'objectif global du DDR est de contribuer au rétablissement de la sécurité, de la stabilité et de l'État de droit, ainsi que d'aider à jeter les bases d'une paix durable. Les programmes de DDR peuvent ainsi être placés dans le contexte plus large de la promotion de la sécurité et de l'instauration de la paix, et sont, par conséquent, liés aux processus de développement et de reconstruction économique et sociale généralement mis en place à la suite de violents conflits. Ces processus et les activités de DDR sont désormais de plus en plus entremêlés, complexes et ambitieux.

Les récents conflits ont montré que la frontière entre la guerre et ses séquelles est souvent floue. L'adoption d'un cessez-le-feu ou la signature d'un accord de paix ne peuvent pas être envisagées comme étant des tournants

majeurs, car, souvent, ils ne marquent pas la fin de la violence armée. En outre, une paix formelle peut être déclarée sans que la violence organisée ou non ne cesse, laissant intactes les structures du pouvoir, les avantages et la politique qui forment les causes sous-jacentes du conflit. Par ailleurs, la violence peut être alimentée par les réserves d'armes accumulées lors du conflit et par des entrées d'armes, tout comme les flots de ressources telles que la drogue, les biens rares et le trafic humain financent l'achat d'armes. Dans certains pays, la violence est plus intense dans les suites du conflit qu'au cours du conflit. Dans d'autres cas, les conditions pour la paix sont si fragiles que le risque qu'un nouveau conflit éclate est considérable.

Les opérations de DDR sont de plus en plus mises en place pour gérer les menaces malfaisantes plutôt que malveillantes, lorsqu'il n'existe pas de groupe ou d'agent « ennemi » identifié. Dans différents pays, le DDR sert d'outil pour réduire l'apparition de menace de crime et d'insécurité publique. Comme il n'existe aucun partenaire de négociation, les interventions pour le DDR doivent être conçues pour attirer les individus par le biais d'avantages soigneusement évalués. Dans de tels cas, les tâches dominantes sont le désarmement, le contrôle des armes de petit calibre, la création de moyens d'existence licites et alternatifs, ainsi que la réduction du vivier potentiel de recrues (généralement de jeunes hommes).

Lorsque les combattants déposent leurs armes, en général, ils attendent quelque chose en retour : une offre de réinsertion les encourageant à participer au programme de désarmement, ainsi qu'un soutien social (tel qu'un filet de sécurité transitoire) afin d'être utiles lors de la phase délicate entre le désarmement, la démobilisation et le début de la réintégration. Toutefois, le consensus fait défaut concernant la conception optimale des offres de réinsertion ou les filets de sécurité transitoire. La durée et les options varient selon qu'il s'agit d'argent, d'aides en nature ou d'une offre combinant les deux. Le choix entre ces options repose sur différents facteurs contextuels, en particulier la façon dont le conflit a pris fin, la capacité d'absorption du marché du travail, ainsi que la place des ressources et la capacité de l'État à mettre en œuvre de tels programmes avec efficacité et transparence.

Le DDR n'est pas une simple intervention technique permettant de promouvoir la sécurité, ni un ensemble symbolique d'activités protégé par un filet de sécurité transitoire. Sa portée politique est forte. En effet, le DDR est voué à l'échec sans engagement politique de la part des acteurs concernés

par le processus de paix. Il doit être ancré dans la volonté politique et les moyens institutionnels puisqu'il peut significativement contribuer à ajuster l'équilibre du pouvoir lors de la transition de la guerre vers la paix. Ainsi, la promotion de la sécurité inclut des instruments allant des Mesures de Stabilisation Temporaire au DDR, puis à la RSS. La durée et le séquençage spécifiques de ces interventions lors de l'instauration de la paix et le redressement post-conflit dépendent en grande partie des facteurs contextuels propres à chaque conflit.

Types de programmes de désarmement⁸

Les processus de DDR visent explicitement à renforcer la sécurité de l'État, de la communauté et de l'individu via la diminution des forces armées et la démilitarisation de la société. De nombreux programmes de DDR intègrent des stratégies pour maîtriser la diffusion étendue d'armes dans des contextes post-conflit, en mettant les armes et munitions hors d'usage via leur récupération, mise à disposition et destruction. La destruction des armes et munitions peut avoir une grande valeur symbolique, selon le contexte social et culturel particulier dans lequel elle se déroule. Par exemple, le retrait d'armes en Irlande du Nord et au Népal a probablement été plus symbolique que réel, laissant de nombreuses armes en circulation.

Le succès des activités de désarmement repose sur différents facteurs comme entre autres : I) la perception de la sécurité par les combattants et les communautés ; II) l'engagement de la classe politique dirigeante et l'influence sur le désarmement au cours du processus de négociation ; iii) la présence d'une culture des armes à feu ; iv) l'utilisation d'armes à feu comme moyens de subsistance (pour protéger le bétail par exemple) ; v) la présence d'armes et de munitions sur les marchés locaux (légaux ou illicites) ; vi) la sécurité des réserves d'armes et de munitions.⁹

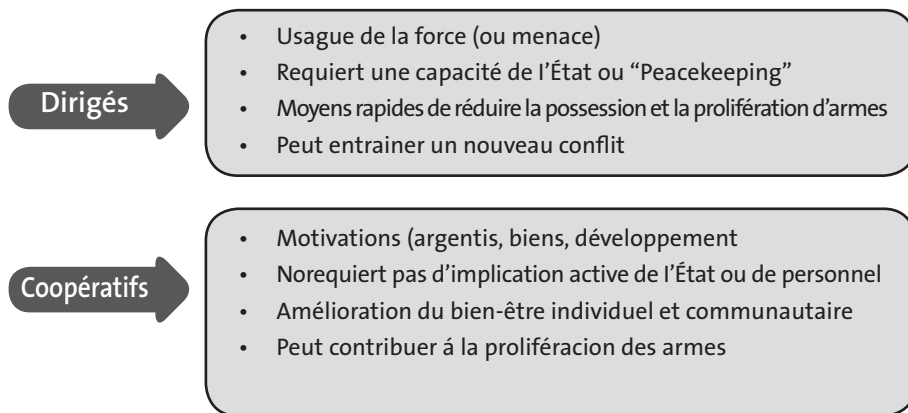
Les programmes de désarmement peuvent être dirigés (obligatoires) ou coopératifs. Les programmes obligatoires utilisent des instruments officiels ou légaux, des opérations militaires et des mesures de sanction. En général, ils sont réalisés par les gouvernements nationaux. Cette approche est critiquée par les activistes des droits de l'homme puisque dans certains cas, comme en

⁸ Ibid, p.14

⁹ Cf.Lamb, G., Dye, D.; (2009) Security Promotion and DDR: Linkages between ISMs, DDR, and SSR within a Broader Peacebuilding Framework, CIDDR Background Paper, May 2009, p. 13.

Ouganda ou dans le sud du Soudan, ces programmes engendrent des abus comme le meurtre, le viol, le déplacement de communautés et le pillage. Les gouvernements nationaux ont également développé d'autres mécanismes pour promouvoir le désarmement des combattants et des sociétés comme « l'amnistie des armes à feu ». Dans ce contexte, le désarmement est lié à la législation relative au contrôle des armes de petit calibre. En 2005, en Afrique du Sud, la population a restitué ces armes qui étaient devenues illégales selon la législation relative au contrôle des armes à feu en vigueur. Un processus similaire a été mené en Angola où, en 2008, des armes ont été restituées sous la « Campagne nationale de désarmement de populations en possession illégale d'armes à feu »¹⁰.

Les programmes de désarmement volontaires ou coopératifs impliquent des motivations pour convaincre les anciens combattants à déposer leurs armes. Les programmes « Armes en échange du développement » qui ont été mis en place en Bosnie, en Albanie, au Mali et au Niger sont des exemples de programmes coopératifs. L'utilisation du développement comme motivation au désarmement vise également à impliquer les communautés bénéficiaires et à encourager la création d'un climat de coopération entre les combattants, les communautés et les organismes participants. Au Liberia, par exemple, lorsqu'une communauté est déclarée « sans armes » par la Police Nationale du Liberia, la communauté choisit le type de projet de développement à mettre en place¹¹.



¹⁰ Ibid, p.12

¹¹ Ibid, p.13

Les opérations de type « armes en échange d'un cadeau » sont un autre exemple de programmes coopératifs ou de « seconde génération ». Ils ont été mis en place à Haïti, au Mozambique, en République du Congo et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, mais ont été très critiqués. En effet, certains analystes ont déclaré que les communautés considéraient à tort ces programmes comme un système de récompense pour les criminels. En outre, ils se sont avérés inefficaces dans des contextes où la culture des armes à feu est très répandue¹².

L'argent peut être une autre motivation pour les programmes volontaires. Toutefois, les programmes de « rachat » peuvent engendrer des effets de marché négatifs. L'argent peut encourager les formes illicites du commerce d'armes, le pillage des réserves d'armes pour en tirer profit et les combattants peuvent être incités à passer d'un programme de DDR à un autre pour accumuler les profits selon la somme versée en contrepartie de la restitution des armes.

Mesures de stabilisation temporaire

Au cours des dix dernières années, il a été clairement établi que chaque contexte post-conflit est unique, même si des dynamiques sont souvent similaires. Afin de gérer les demandes propres à chaque contexte post-guerre, les praticiens ont élaboré de nouvelles activités de promotion de la sécurité distinctes, mais complémentaires, des programmes de DDR et RSS. La démobilisation des combattants exposant particulièrement les anciens combattants et le processus de paix à des risques considérables, dans certains contextes, les mesures de stabilisation temporaire ont été mises en place afin de gagner du temps et de l'espace politique pour la progression des négociations, pour l'établissement du dialogue social en vue de la réconciliation et l'absorption de l'emploi par l'économie et les capacités de l'État, en particulier dans le domaine de l'amélioration de la garantie de la sécurité et d'autres biens publics (l'éducation et la santé par exemple).

Ces mesures sont préliminaires et de court terme, complétant plus qu'elles ne remplacent les programmes de DDR et RSS. Elles visent à réduire les risques et les inégalités en termes de sécurité afin de promouvoir la sécurité des populations et d'instaurer un climat de confiance effaçant la méfiance et les doutes entre les parties et les communautés. Comme indiqué ci-avant, la mise en place de telles mesures dépend de

12 Idem

plusieurs facteurs contextuels comme la nature et la durée du conflit, la nature de la paix, la capacité institutionnelle de l'État, l'état de l'économie et la détermination des communautés et combattants. Ces facteurs doivent également être pris en compte lors de la conception de mesures de RSS, de DDR et de pacification au sens large.

La sagesse conventionnelle dans les transitions de la guerre à la paix indique que les groupes armés doivent être démantelés aussi vite que possible pour empêcher leur reformation ou faire pression sur leur organisation afin d'exiger des concessions sur des points d'inflexion critiques dans le processus de paix et de redressement. Toutefois, les faits indiquent clairement que dans certains contextes, les mesures de stabilisation temporaire peuvent jouer un rôle important en maintenant la cohésion et le contrôle au sein des groupes armés. Des mesures de stabilisation temporaire correctement conçues peuvent briser ou reconfigurer les structures de commandement des groupes armés, mais également favoriser la cohésion des anciens combattants et maintenir les réseaux de soutien social. Le maintien de la cohésion des groupes armés peut faciliter la difficile transition entre la vie militaire et civile, et peut en outre permettre la consolidation de la sécurité en réduisant l'espace disponible pour les profiteurs ou de nouvelles intensifications du conflit.

Certaines mesures de stabilisation temporaire lient prudemment les structures des organisations militaires aux activités civiles, utilisant par exemple les groupes armés pour prendre en charge la mise en œuvre de la politique civile et l'aide aux victimes de la catastrophe ou pour participer à la reconstruction d'infrastructures en ruine. Les mesures de stabilisation temporaire ont été mises en place dans un éventail de contextes différents : le Corps de Service sud-africain en Afrique du Sud et le Corps de Protection du Kosovo (KPC) au Kosovo. En Irlande du Nord, la structure des groupes armés est restée intacte tout au long du processus de paix. Plus particulièrement, l'IRA (Armée républicaine irlandaise) a conservé

Les Mesures de Stabilisation Temporaire peuvent être considérées comme le noyau autour duquel les processus de DDR et RSS sont développés.

-Jens Samuelsson, Partenaire fondateur, Groupe politique de Stockholm

Les anciens combattants peuvent être les agents de la transformation d'un conflit et ne pas simplement représenter des problèmes de sécurité à gérer.

Kieran McEvoy, Directeur, Institut de Criminologie et de justice criminelle, Université de Queen's, Irlande

sa cohésion et son contrôle, continuant même à recruter de nouveaux membres lors de la progression du processus de paix. La combinaison entre la cohésion organisationnelle de l'IRA et son engagement pour la paix lui ont permis de limiter la fragmentation politique grâce à sa forte légitimité et d'absorber les recrues potentielles pour de nouvelles forces armées, occupant principalement le terrain de jeu des opposants émergent.

Les avantages et les risques liés au maintien de la cohésion des groupes armés dépendent considérablement du contexte. Toutefois, les mesures de stabilisation temporaire offrent un mécanisme via lequel les groupes armés intègrent ou renforcent les liens avec la communauté, véhiculant le développement et la transformation tout en travaillant au service de la communauté dans son ensemble. Dès lors, la cohésion sociale et des organismes devient un élément important dans la transformation psychosociale du combattant en quête de son identité civile. La légitimité et les moyens d'existence sont les éléments clés nécessaires à une transition en douceur entre une vie d'ancien combattant et une vie de civil actif.

Ces expériences ont montré la nécessité d'impliquer la communauté et d'autres intervenants dans le processus de paix afin de créer des niveaux de propriété et des mécanismes pour une meilleure réintégration des anciens combattants. Une autre stratégie consiste à créer des « forces de sécurité transitoire » pour gérer les problèmes de sécurité en fournissant des opportunités d'emploi aux anciens combattants tout en maintenant un environnement politique stable. Ce mécanisme a été mis en place en Afghanistan avec les milices afghanes et en Irak avec le mouvement du Réveil sunnite¹³.

Les mesures d'intégration militaire (IM) sont également une illustration des mesures de stabilisation temporaire. Elles comprennent l'intégration d'anciens combattants au sein de l'armée nationale comme en République démocratique du Congo, au Burundi et en Angola. Ces mesures sont parfois choisies comme outils de partage du pouvoir et de création de conditions de sécurité primaires lorsque les capacités de l'État sont limitées. Les campagnes de sensibilisation et de communication destinées aux communautés et aux anciens combattants ont également été mises en place en tant que mesure de stabilisation temporaire. Les programmes Ingando illustrent les mesures

13 Cf. Nat J. Colletta, Jens Samuelsson Schjorlien, Hannes, Berts, *Interim Stabilization. Balancing Security and Development in Post-Conflict Peacebuilding*, (2009) Sthlm Policy Group and Folke Bernadotte Academy, p. 29: Suède.

de ce genre. Il s'agit d'une méthode de résolution de conflit traditionnelle rwandaise créant des espaces où des anciens combattants (des membres des FAR : Forces Armées Rwandaises) étaient protégés, sensibilisés et consultés, tout en étant engagés dans un dialogue constructif avec les membres de l'Armée Patriotique Rwandaise et la société civile¹⁴.

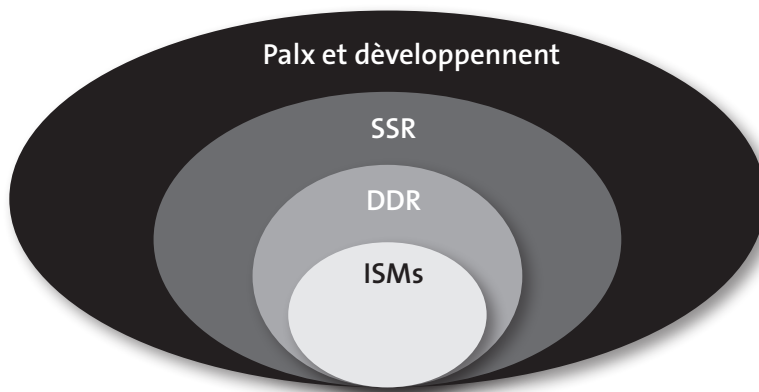
Relations entre les Mesures de Stabilisation Temporaire, le DDR et la RSS

Comme indiqué ci-avant, des raisons peuvent conduire au report de la mise en place d'un programme de DDR, selon le contexte propre au pays. Dans ce cas, des mesures provisoires tendant à gagner du temps et à atteindre un certain niveau de sécurité transitoire peuvent être instaurées. Toutefois, les mesures de stabilisation temporaire sont par définition des activités temporaires et doivent être liées à des processus de sécurité plus globaux et plus complexes tels que le DDR et la RSS. L'objectif de la Réforme du Secteur de la Sécurité est de redéfinir la sécurité nationale, les systèmes pénaux et judiciaires existants, ainsi que les rendre conforme aux normes internationales de démocratie, d'efficacité et de bon fonctionnement en réhabilitant la surveillance civile à la place du pouvoir militaire. La RSS implique un large éventail d'activités et peut jeter les bases nécessaires à la mise en place des programmes de DDR. Toutefois, il faudra veiller à la transparence de l'examen des candidats à l'intégration des forces de sécurité et du gouvernement, particulièrement en ce qui concerne les violations antérieures des droits de l'homme ou les casiers judiciaires afin d'accroître la légitimité et d'éviter la corruption ou la négligence perçue par l'État.

Les Mesures de Stabilisation Temporaire, le DDR et la RSS ne peuvent pas être conçus comme des processus et instruments isolés de promotion de la sécurité. Ils interagissent les uns avec les autres et leurs conception, planification et mise en œuvre varient selon le contexte dans lequel ils s'appliquent. Considérant l'empiètement et l'enchevêtrement considérables de ces activités, on peut estimer qu'elles doivent faire partie du même processus de conception et planification. Le DDR et la RSS peuvent être menés comme des processus parallèles (comme les deux faces d'une pièce de monnaie). Parfois, la RSS précède le DDR, particulièrement dans le cas où la réforme de la justice et de la police est un processus intégral visant

¹⁴ Ibid. p. 30.

à traiter les violations des droits de l'homme et à établir une sécurité civile. Dans d'autres cas, les programmes de DDR sont pris en charge avant la planification et la mise œuvre de la RSS. Le séquençage exact de ces processus dépend une nouvelle fois des facteurs contextuels mentionnés ci-avant – tout comme les contraintes de budget et d'infrastructure, ainsi que les circonstances politiques de chaque pays ou situation de conflit. En effet, les Mesures de Stabilisation Temporaire, le DDR et la RSS contribuent à redéfinir l'équilibre du pouvoir dans des contextes post-conflit. Les intérêts et les besoins des intervenants concernés et la position de force des parties lors des négociations correspondantes sont des facteurs qui peuvent influencer ces processus.



Le discours sur le DDR en général et la promotion de la sécurité en particulier sont propres à chaque situation. Par exemple, dans le contexte de Mindanao aux Philippines, les musulmans (ou moros) du Front National de Libération Moro, MILF, rejettent le langage conventionnel sur le DDR. Pour eux, déposer leurs armes équivaut à une reddition. Le port des armes fait partie de leur héritage culturel et la « sécurité partagée » constitue un discours et un objectif plus adaptés. Par ailleurs, la démobilisation ne s'applique pas puisque leurs combattants sont des soldats citoyens, vivant et travaillant de la pêche et de l'agriculture dans des communautés et sont mobilisés pour des combats. Par conséquent, la réintégration est un terme inapproprié puisqu'ils font déjà partie de leur communauté et ont plus besoin d'améliorations économiques et de connectivité au marché plutôt que d'une aide à la réintégration en tant que telle. Dans ce cas, la négociation en termes de sécurité partagée et d'intégration économique est plus sensée pour eux.

En outre, les mesures de stabilisation temporaire telles que la création de zones d'autonomie peuvent fournir une forme de stabilité et de contrôle local tant qu'il n'y a pas d'accord avec le MILF sur le DDR conventionnel. La situation est quelque peu similaire pour les Maoïstes du Népal où le langage du choix est « la gestion des armes et des armées » et non le DDR qui, pour eux, implique la reddition et l'irrespect.

Il est évident que trouver une voie de séquençage et de liaison cohérente et efficace avec les mesures de stabilisation temporaire, le DDR et la RSS s'apparente à un véritable défi. La sensibilité au contexte et un certain degré de flexibilité sont essentiels. De plus, toutes ces activités sont plus enclines à porter leurs fruits dans le cadre d'un système légal et étatique légitime et opérationnel. Par conséquent, les relations entre ces processus et les mesures de bonne gouvernance et d'instauration d'un état ne doivent pas non plus être négligées.

Grâce à la mondialisation et des conditions économiques à Haïti, le crime organisé et les activités illégales représentent une bonne option pour les jeunes.

- Général Mario Andresol, Directeur de la Police Nationale d'Haïti.

Le risque d'échec du programme de DDR et l'augmentation du crime organisé et de la délinquance

Les pays en situation post-confliktuelle offrent souvent un terrain propice au développement du crime. La fragilité d'un État, combinée à une sécurité publique faible et un manque d'opportunités économiques viables crée de puissantes incitations pour les civils et ex-combattants à rejoindre des organisations criminelles, s'engager dans des activités criminelles ou tomber dans la délinquance. De plus, certains acteurs peuvent tenter de fomenter la violence, en particulier si leur entreprise criminelle (tel le trafic de biens ou de personnes) bénéficient de l'instabilité d'une période de post-conflit.¹⁵

Des États en situation post-confliktuelle sont des cibles potentielles pour les réseaux internationaux du crime organisé dues à la faible capacité de l'État, le manque de régulation et d'accès aux biens, services et distribution.

William Garden, Chef Unité Réduction de la Violence Communautaire, DPKO, MINUSTAH, Haïti.

Les organisations du crime organisé vont souvent de pair avec l'aug-

15 Rausch, C., ed. 2006. Combating Serious Crimes in Post-Conflict Societies. Washington DC: USIP

mentation d'une violence diffuse et confuse. Les pays en situation post-confliktuelle enregistrent souvent une montée de la violence conjugale et de la violence basée sur le genre (VBG) ; de nombreuses pointes significatives de violence de rue, petite délinquance et homicide. Ces formes de violence prospèrent là où les institutions judiciaires ou la police sont faibles ou segmentés ; là où l'existence de la culture de l'arme valorise et protège socialement le port d'armes, et là où la présence d'ex-combattants traumatisés manquant d'alternatives économiques et de connexions sociales retombent dans la violence.

Le crime organisé et désorganisé peut ébranler les processus de paix et affecter les programmes de DDR. Les organisations criminelles en réseau peuvent en effet attirer des ex-combattants, en particulier s'ils ont pris du retard dans le processus de réinsertion et réintégration, s'ils ont été déçus par le programme et/ou si les motivations matérielles et financières excèdent celles proposées dans plusieurs programmes de réintégration¹⁶. Les jeunes démobilisés de sexe masculin sont particulièrement susceptibles de rejoindre ce type d'organisations criminelles. Ils manquent souvent de compétences recherchées sur le marché et se tournent vers les activités criminelles comme un moyen de gagner leur vie. Il faut rompre le cycle du recrutement pour prévenir l'augmentation de la violence, la criminalité et les conflits armés. Le gouvernement colombien s'est particulièrement investi dans le recrutement à travers la création d'opportunités, le marketing social, fournissant des garanties de sécurité individuelle et familiale, et réduisant le stigmate associé aux personnes démobilisées, trouvant ainsi un moyen d'enrayer le problème à sa source.

Certains de ces problèmes sont actuellement traités par le programme de DDR à Haïti. En 2006, le Conseil de Sécurité a réorienté les efforts du DDR vers un Programme complet de Réduction de la Violence Communautaire (CVR¹⁷). Ce programme a inclus des initiatives pour renforcer la Gouvernance locale et l'État de droit et fournir des opportunités d'emplois à d'anciens membres de gangs et jeunes dits à risques.

En 2006 et 2007, cependant, les activités des gangs se sont intensifiées et une opération militaire musclée a été lancée afin de restaurer la sécurité.

16 Cfr. Lamb, G., Dye, D.; (2009) Security Promotion and DDR: Linkages between ISMs, DDR, and SSR within a Broader Peacebuilding Framework, CIDDR Background Paper, May 2009, p. 16.

17 Community Violence Reduction

Dans de telles situations, les programmes de Réduction de la Violence Communautaire qui améliorent la « sécurité citoyenne » et impliquent aussi bien les ex-combattants que les communautés – Le Salvador, Guatemala – peuvent être une manière constructive de traiter le problème. Haïti entreprend actuellement le programme « Bel Air ». Le principal objectif de cette campagne est de contrôler la prolifération des armes et l'augmentation du nombre de personnes assassinées par des groupes armés. Jusqu'à maintenant, la campagne a démontré un certain succès avec une diminution de la violence attribuée à des gangs.

Les objectifs des Programmes de Réduction de la Violence susmentionnés sont de réduire les niveaux d'insécurité à travers des processus de développement et d'intégration sociale. En outre, il faut souligner que traiter le crime organisé et la délinquance dans une période post-confliktuelle signifie aussi renforcer l'activité des forces de police à travers des programmes de formation et une meilleure gouvernance. Une fois encore, Le DDR et la RSS peuvent être menés comme des processus parallèles, comme les deux faces d'une pièce de monnaie. Par ailleurs, le risque d'actes de vengeance contre des ex-combattants revenant de la guerre doit aussi être traité par les forces de police ou de sécurité publique tout comme les représailles potentielles contre ces communautés qui acceptent des anciens combattants.

Enfin, les programmes de DDR doivent être considérés, conçus et mis en place sous des pressions et intérêts régionaux géopolitiques. Des conflits voisins peuvent affecter et compliquer dangereusement la mise en place de programmes de DDR et compromettre leur réussite.

Chapitre III : DDR et Réintégration Sociale, de la Guerre Civile à la Société Civile

Reconstruire la légitimité de l'état, la confiance civique et la cohésion sociale

Un conflit armé, en particulier une longue guerre civile, peut être hautement divisible, conduisant à une perte de confiance, une profonde rupture sociale et une aliénation durable. Dans le sillage d'une guerre, la réintégration sociale s'impose comme un assemblage essentiel de la justice sociale, du développement économique et d'une paix durable.

C'est un processus complexe ancré aussi bien dans une guérison psychologique individuelle que dans un rétablissement de la confiance civique, d'une identité partagée et d'une cohésion sociale au sein d'une société en situation post-confliktuelle. Il soutient la déconstruction et la reconstruction d'une convention sociale entre l'État et ses citoyens. Bien que la réintégration sociale soit étroitement liée à d'autres aspects d'une transition guerre-paix, en particulier la mise en place d'une sécurité de base et la réintégration économique des anciens combattants dans la société, c'est un processus différent et vital à la création d'une paix durable. L'absence de certaines mesures de réintégration sociale, une peur et méfiance persistantes, un traumatisme commun et individuel non soigné et des sentiments d'injustice peuvent entraîner une nouvelle violence. Finalement, la réintégration sociale est le fondement de

Il est important que les efforts de DDR soient considérés du point de vue d'un État institutionnel. Le potentiel de DDR est entièrement lié à la capacité de l'État de construire une citoyenneté. La Citoyenneté dans un contexte démocratique garantit la protection des droits des minorités.

Jehan Perera, Directeur exécutif du Conseil National de Paix du Sri Lanka.

toute autre forme de réintégration (économique et politique). Si elle est mal menée ou si elle échoue, toutes les autres formes de réintégration seront en danger puisque la légitimité de l'état, la confiance civique et la cohésion sociale seront affectées.

Tout comme d'autres aspects du DDR, la réintégration sociale est profondément définie par le contexte sociopolitique dans lequel elle se trouve. Les barrières à la réintégration, les perspectives d'une guérison commune et individuelle et les programmes d'interventions appropriés dans chaque transition de la guerre à la paix dépendent en grande partie de la nature du conflit précédent et des accords de paix, de la mesure d'une cohésion sociale prioritaire sur la violence et de la relation des groupes armés et de l'État avec la communauté.

Équilibrer la sécurité, la justice et la paix

Les processus de DDR sont étroitement liés à la mise en place de la sécurité, de la justice et de la paix. Bien trop souvent, la relation entre ces processus est perçue comme antagonique puisque la paix exige sécurité et justice, et que cette justice elle-même peut constituer plus tard un obstacle politique à la négociation de paix. Comme le dit sagement la maxime, une justice trop lente est souvent une justice absente.

Ces dichotomies – en particulier entre la justice et la paix – sont aussi problématiques que fausses. La « justice transitionnelle » doit être perçue comme un moyen de restaurer la confiance civique et d'équilibrer les besoins de certaines formes de justice pour obtenir la paix et la sécurité. La justice ne doit pas se focaliser seulement sur la punition des actes des délinquants. Au contraire, la justice transitionnelle doit être configurée pour combler les besoins multiples des victimes, en promouvant la « clarification historique », les aveux de culpabilité, l'établissement de la vérité sur la violence et les crimes perpétrés pendant le conflit, la restitution ou la réparation des dommages et la réconciliation sociale. Ces tâches sont relativement différentes de celles qui concernent les affaires militaires et de sécurité qui tendent à dominer les discussions de DDR, pourtant, elles ne sont pas moins vitales à la reconstruction d'une confiance civique, à la transformation des relations sociales parmi et en dehors des communautés affectées par la guerre et entre l'État et ses citoyens, et aux objectifs d'une sécurité, d'une paix et d'une réconciliation durable.

Les systèmes de justice transitionnelle peuvent exiger l'utilisation de mécanismes de justice traditionnelle qui sont souvent bien configurés pour promouvoir la réconciliation et la coexistence communautaire. Contrairement à des systèmes de justice formelle, qui tendent à se focaliser sur l'investigation, le jugement et la punition pour les crimes, de nombreux systèmes traditionnels sont beaucoup plus orientés vers la communauté et la justice réparatrice, se focalisant plutôt sur le retissage du tissu social par le rétablissement de la vérité, l'ouverture et le dialogue, et en obtenant réparation et le pardon pour les dommages. Cependant, les systèmes de justice traditionnelle tout comme de justice formelle comportent des risques. Les systèmes de justice traditionnelle peuvent privilégier les intérêts de certains acteurs, forcer la réconciliation avant que la guérison de l'individu ne soit complète, ou même se heurter à des droits fondamentaux de l'Homme. La forte tendance de la justice punitive des systèmes de justice formelle peut par inadvertance renforcer les identités binaires des victimes/coupables, mettant à l'écart de nombreuses autres identités complexes, substituant la revanche à la réconciliation, et échouant dans la résolution du conflit.

Une attention toute particulière doit être portée sur la mise en place de ces deux systèmes judiciaires (traditionnel et formel). La justice n'est jamais neutre et totalement objective. Pour éviter que l'attention sur la justice communautaire et la guérison ne reflètent les besoins des groupes dominants (c'est-à-dire, la justice du Vainqueur), des perdants, des victimes, des citoyens ordinaires, et des ex-combattants, tous les aspects du conflit, avec leurs doléances, devraient être reconnus par le système judiciaire.

La Justice, l'amnistie et l'impunité sont souvent juxtaposées comme des options en concurrence, un jeu à somme nulle. L'approche d'une justice transitionnelle cherche à naviguer d'un extrême à l'autre : de la justice totale à l'amnistie totale et l'impunité. Les choix s'étendent parmi des options très inégales, s'efforçant de restaurer la confiance civique et la légitimité de l'État comme des éléments essentiels de la réintégration sociale dans un cadre de construction de la paix au sens large. Un des obstacles les plus communs à un processus de réintégration efficace est le stigmate envers les personnes démobilisées, de la part des communautés réceptrices. Les mécanismes de justice traditionnelle peuvent aider à réduire cette stigmatisation et cette haine en promouvant des processus qui aident à clarifier la vérité, et donc, promouvoir un sens de la justice et une acceptation (sinon un pardon) parmi les communautés réceptrices. Cependant, des schémas plus

complexes de systèmes judiciaires qui opposent une justice distributive de la Cour Pénale Internationale au système judiciaire traditionnel des Acholis¹⁸ par exemple, et/ou au droit souverain d'une Cour Nationale Spéciale pour juger ses propres citoyens, créent un mélange de coercitions et d'incitations et peuvent générer une certaine confusion, doute et peur à la fois parmi les personnes démobilisées et les communautés locales. Cela peut agir comme une barrière à la « fabrication de la paix » (en anglais, *peacemaking*) et à la « construction de la paix » (en anglais, *peacebuilding*). Il est parfois difficile de trouver l'équilibre entre le maintien des normes internationales en matière de droits de l'homme et de justice, et une certaine stabilisation, la paix et le développement normal.

Un programme de DDR qui se focalise sur une communauté cible peut désavantager les autres communautés-victimes qui ont besoin de ressources et ne peuvent pas refuser les bénéfices offerts par le programme. C'est en fait un transfert de ressources, qui requiert que les victimes sacrifient leurs droits individuels pour les besoins de la communauté et des anciens combattants.

Pablo de Greiff, Directeur, Unité de Recherche, Centre International pour la Justice Transitionnelle.

Dans certaines circonstances, lorsque la justice post-confliktuelle est limitée par la capacité carcérale, par des capacités humaines, institutionnelles et administratives gravement affaiblies, et se trouve dans l'incapacité de fournir une procédure judiciaire juste, précise et efficace, des systèmes judiciaires traditionnels ou informels tel que le Gacaca¹⁹ au Rwanda peuvent offrir un substitut transitionnel imparfait mais efficace en attendant une restauration totale de la capacité judiciaire.

D'autre part, l'utilisation d'instruments légaux d'une loi internationale, pour générer la justice et poursuivre en justice les leaders des groupes armés, peut être utile dans le cas où l'État est encore faible. Néanmoins, la menace d'une sanction légale internationale peut faire pression sur les leaders pour les amener à négocier ou au contraire, augmenter les peurs et les incertitudes sur leur sécurité après que l'accord a été conclu. En conclusion, l'impact des pressions légales internationales dépendra de l'instrument judiciaire utilisé, du système judiciaire employé et du contexte politique et militaire dans lesquels elles sont utilisées.

18 Peuple au nord de l'Ouganda

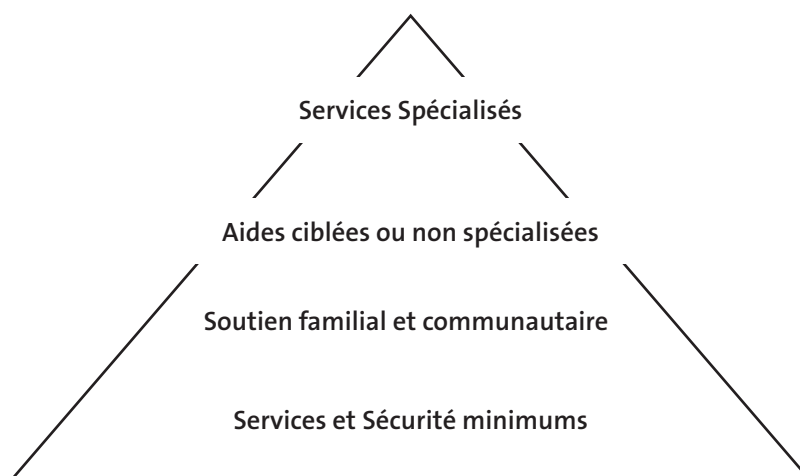
19 Juridictions semi-traditionnelles chargées de juger la grande majorité des personnes accusées de participation au génocide rwandais.

La justice et la guérison des blessures sociales et psychologiques

La guérison psychologique individuelle est étroitement liée à la justice, à la vérité et la réconciliation sociale. Une enquête a démontré qu'un très faible

pourcentage de victimes croit en la justice comme seul moyen de réparer, suggérant que des procédures judiciaires formalisées seules ne suffisent pas à répondre aux attentes des victimes. Une guérison psychologique individuelle requiert une combinaison de facteurs : la poursuite d'une justice sociale plus large ; le « point final » de l'histoire à travers un aveu public de culpabilité, et des processus de deuil individuel et collectif. Combinés, ces facteurs aident les gens à gérer leur douleur et surmonter leur perte, à guérir et à former des relations constructives et significatives.

Plusieurs approches ont été conçues pour essayer de relever les challenges psychologiques spécifiques aux personnes démobilisées, aux victimes de la violence et à la société en général. Des approches psychologiques de la guérison doivent se focaliser sur une variété de thèmes, incluant les dysfonctionnements et la violence au sein des relations familiales, la préparation à l'entrée sur le marché du travail, l'anxiété et les troubles liés à un stress post-traumatique, la dépendance à la drogue et à l'alcool, et les relations entre les victimes et les coupables. Au final, une approche multicouche apparaît comme étant plus souhaitable²⁰.



20 Ana Patel and Jeanie Anan (2009). Critical Issues and Lessons in social Reintegration: Balancing Justice, Psychological Well Being, and Community Reconciliation. CIDDR. Cartagena.

Alors qu'il est nécessaire de traiter les blessures psychologiques et la santé mentale de tous les groupe se trouvant dans des situations post-confliktuelles, la recherche reste empirique sur les besoins psychologiques spécifiques des délinquants, des victimes et des groupes sociaux vulnérables, sur l'importance globale des défis psycho-sociaux dont chaque groupe doit faire face, sur la série de stratégies possibles pour les blessures psychologiques et l'efficacité et l'impact des interventions psychologiques sur des groupes et des contextes sociaux différents.

Il serait souhaitable de dépasser la simple attention sur les troubles liés au stress post-traumatique. Le trouble de stress post-traumatique a été le premier modèle utilisé pour la compréhension du traumatisme dont souffrent les personnes et les sociétés sortant d'une guerre. Nous partons du principe que la majorité des anciens combattants est traumatisée par son expérience du conflit. Alors que les ex-combattants sont susceptibles de tomber dans la dépression, dans la toxicomanie, l'anxiété, et dans un degré élevé d'agressivité, une minorité seulement est traumatisée. La variété des besoins des anciens combattants appelle à une approche multicouche de l'aide psychologique, avec différentes formes d'interventions fournies dépendant du type et de l'intensité du traumatisme psychologique.

Au-delà d'une adaptation des interventions psychologiques, il existe un besoin urgent d'effectuer des recherches plus approfondies sur les traumatismes dans des contextes non-occidentaux, et les modalités de guérison. A ce jour, il existe une évidence claire du succès des interventions post-traumatiques : les interventions qui traitent les SSPT²¹ mènent à des améliorations de la qualité de vie. Une partie du problème réside dans les modèles occidentaux de traumatisme psychologique et de guérison. Nous avons trop peu d'éléments sur la définition, la signification et les manifestations de troubles psychologiques chez les cultures non-occidentales, et sur l'adéquation et l'efficacité des mécanismes locaux et traditionnels de guérison.

Enfin, il est important de rappeler que l'aide psychologique, peu importe sa forme, ne doit pas se concentrer uniquement sur les victimes ou les anciens combattants. De longs conflits violents, en particulier des guerres civiles, peuvent entraîner de profondes cicatrices psychologiques dans les sociétés, parfois même légitimant ou altérant les normes envers l'usage de la violence.

21 Syndrome de stress post-traumatique

Renverser de tels changements requiert une guérison individuelle et des changements comportementaux, ainsi que des modifications plus larges au niveau des normes sociales.

Dépasser les identités statiques: au-delà des victimes et des coupables

Les modèles conventionnels de justice transitionnelle et de réintégration sociale sont construits sur une claire dichotomie entre le coupable et la victime : celui qui a blessé, celui qui a été blessé. Ces étiquettes intuitives masquent une réalité bien plus complexe et peuvent freiner le progrès vers une réconciliation sociale.

Dans des conflits contemporains en particulier, les coupables sont souvent eux-mêmes des victimes, avant, pendant et après le conflit. Les enfants-soldats sont enlevés et enrôlés de force ; les membres de groupes armés souffrent d'une inégalité ou d'une discrimination avant le conflit, ou d'abus pendant la guerre, etc. Bien que la souffrance des « coupables » n'excuse pas leurs actes, le fait d'occulter leur position de victimes nie leurs propres droits à réclamer la vérité, d'accorder leur pardon et de chercher à tourner la page. La position de victimes, a contrario, peut en fait avoir un intérêt séduisant puisque l'on rejette la responsabilité sur les autres. Les victimes ne sont pas considérées comme étant les auteurs de leur propre douleur, mais elles jouent néanmoins un rôle dans le conflit, directement ou indirectement.

Il est important de reconnaître que les victimes et les coupables sont de la même façon des parties prenantes dans la paix. Bien que les coupables devraient être appelés à répondre de leurs actes et que les victimes aient le droit de réclamer la vérité et d'exiger des réparations, ces étiquettes ne doivent pas devenir permanentes ni venir obscurcir le fait que la reconstruction du tissu social de la société exige des objectifs et des efforts partagés.

S'occuper des groupes ayant des besoins spécifiques et assister les plus vulnérables

Sans tenir compte du contexte, les besoins spécifiques, les capacités, les risques et les problèmes auxquels sont confrontés différents groupes sociaux tels que les femmes, les enfants, les handicapés, les déplacés internes et les minorités ethniques doivent être pris en considération.

Les femmes font face à des risques élevés pendant et après le conflit armé, et pendant et après la réintégration. Les ex-combattantes comme les femmes civiles souffrent de la violence, de l'esclavage, d'abus sexuels et de déplacements forcés. De plus, les femmes qui ont souffert d'abus sexuels ou de grossesses non désirées peuvent avoir de sérieuses difficultés à réintégrer leur communauté à cause des stigmates sociaux. Malgré ces défis, les femmes peuvent jouer un rôle beaucoup plus actif dans le programme de DDR grâce à leur figure spéciale dans la société, leurs compétences, et leur connaissance de la situation et des besoins de la communauté. Les risques et le potentiel des femmes devraient conduire les programmes de DDR à offrir aux femmes ex-combattantes des services spéciaux qui traitent les conséquences psychologiques et physiques négatives de la violence vécue pendant la guerre. La guérison peut exiger bien plus qu'une aide psychologique : les femmes ayant une vulnérabilité sociale élevée devraient être soutenues dans la mise en place de nouveaux moyens de subsistance à travers des aides financières, des programmes éducatifs et des formations professionnelles. Enfin, il est important d'intégrer les femmes dans la planification et la prise de décisions malgré les obstacles culturels et autres souvent impliqués. Assurer l'égalité de participation des femmes peut exiger de gros efforts comme par exemple, la mise en place de programmes spéciaux dirigés aux femmes leaders.

Les enfants, et en particulier les jeunes combattants, nécessitent aussi une aide psychologique, scolaire et professionnelle spécifique. Les enfants qui commettent des actes de violence devraient être traités comme des victimes et nécessitent clairement une attention particulière et de l'aide pour clarifier les émotions complexes engendrées par leurs expériences du conflit. Les jeunes combattants et les enfants déplacés ont besoin d'une aide significative pour rattraper leur retard scolaire et professionnel, et pour préparer leur réintégration sociale au sein de la communauté. Retrouver les chemins de l'école est une étape clé. Bien que tous les efforts doivent être faits pour que les jeunes réintègrent des groupes de leur âge, ceux qui ont pris beaucoup de retard doivent se voir offrir une alternative dans le système scolaire. Les enfants qui ne peuvent être réintégrés dans des structures familiales doivent bénéficier d'un système de protection sociale améliorée, d'une aide financière ou au moins, d'une formation professionnelle spécialisée afin de prévenir leur désertion des écoles et leur entrée dans l'industrie criminelle.

Les ex-combattants handicapés et civils victimes du conflit sont confrontés à des difficultés additionnelles dans la réintégration économique et la création d'un moyen de subsistance viable. Lorsque les handicaps résultant de la violence empêchent les personnes démobilisées et les victimes de reprendre leur travail antérieur, des formations professionnelles ciblées doivent être mises en place. Les ex-combattants handicapés et les civils ont besoin d'une assistance psychologique, puisqu'ils doivent surmonter des difficultés supplémentaires à se réadapter à la vie civile et à remplir leur rôle social.

Si les personnes handicapées demandent des formes d'assistance ciblée, il est important que ces programmes ne les séparent pas des autres programmes et processus économiques et de réintégration sociale de la communauté au sens large. Des personnes ayant des handicaps moyens doivent être intégrées dans des programmes conventionnels de réintégration, bien qu'accompagnées d'une aide supplémentaire. Dans la mesure du possible, les personnes souffrant de handicaps plus sévères devraient être réorientées vers des systèmes d'aide nationaux.

Les groupes de minorités ethniques, religieuses et linguistiques nécessitent également une aide spécifique dans les processus de réintégration et de guérison. Dans les cas où la violence est engendrée par un conflit identitaire, les groupes minoritaires sont touchés de manière disproportionnée par le conflit et souffrent d'un déficit de capital plus grand, d'une perte de revenus, et des biens saisis ou détruits. L'impact grandissant du conflit peut par la suite amplifier des inégalités sociales ou économiques préexistantes. Les groupes minoritaires sont également confrontés à une discrimination politique et économique persistante dans la phase de post-conflit. Dans ce cas, les minorités doivent exiger un accès supplémentaire aux crédits et aux formations professionnelles, ainsi que des investissements afin de favoriser l'accès aux marchés et aux actifs productifs.

Enfin, les déplacés internes nécessitent une aide supplémentaire au niveau de la réinsertion économique et du processus de rétablissement, alors qu'un déplacement à grande échelle peut compliquer les efforts de réintégration des anciens combattants. Les déplacés internes perdent typiquement leurs biens matériels (terre, outils, biens personnels), et épuisent fréquemment leurs économies pour subsister au cours de leur

déplacement. Après la cessation du conflit, ils ont besoin d'une aide économique supplémentaire pour reconstruire leur maison et redevenir productifs. Le déplacement à grande échelle complique la réintégration sociale et économique des anciens combattants, étant donné que le déracinement des populations peut briser les liens sociaux, créant de nouvelles communautés qui manquent de connectivité, d'une identité partagée et d'une confiance nécessaire à la création d'un nouveau tissu social. Lorsqu'il n'existe pas de communautés pour réintégrer les anciens combattants, une attention supplémentaire doit être portée aux mécanismes encourageant une participation locale, une réintégration communautaire et une guérison.

À court terme, ces groupes vulnérables ont besoin de ressources additionnelles sur un large spectre de besoins : aide psychologique, employabilité, création d'emplois, éducation basique et formations professionnelles. Puisque les programmes de DDR ne peuvent pas apporter de solution à une discrimination ou une vulnérabilité sociale sur le long terme, ils doivent être sensibles aux facteurs de risques particuliers auxquels sont confrontées les populations vulnérables, et lorsque cela est possible, fournir des opportunités pour leur participation active.

Réintégration et réconciliation: trouver sa place dans la société

La réconciliation n'est pas objectif programmatique, mais plutôt un processus complexe qui englobe la justice, la guérison individuelle, l'élimination de la stigmatisation, l'engagement des ex-combattants et des victimes dans la société, le (ré)établissement des réseaux sociaux et la reconstruction d'une confiance civique et d'une légitimité d'état. Collectivement, le but de ces processus est de rétablir le développement du capital social qui relie les différents groupes raciaux et ethniques entre eux, des liens de confiance, de la cohésion sociale, et de la connectivité entre les groupes disparates.

Les programmes de réintégration sociale sont dirigés vers les combattants démobilisés afin qu'ils puissent refaire leur vie dans la

Notre attention ne doit pas seulement se porter sur le rassemblement des gens après un conflit, mais les aider à surmonter leur douleur et leur perte. Si les gens sont prêts à créer des relations constructives et significatives, ils seront capables de surmonter tout cela.

Andrew Rigby, Professeur
d'Irénologie, Coventry University.

société civile en toute légalité. Cependant, le succès de cette réintégration dépend en grande partie d'un facteur non maîtrisable : l'acceptation sociale de la communauté. Les anciens combattants sont souvent confrontés à la peur et la suspicion qu'ils suscitent chez les communautés qu'ils cherchent à rejoindre.

Les personnes démobilisées ont à la fois des droits et des responsabilités dans le processus de réintégration. Elles veulent avoir la garantie de trouver une place dans la vie en communauté ainsi qu'un moyen de subsistance pacifique. En échange, elles doivent s'engager à ne pas récidiver, à dire la vérité, à se soumettre à la justice et, dans certains cas, à indemniser leurs victimes.

Le rétablissement de la confiance civique est au cœur d'une réintégration réussie. Dans certaines cultures, les anciens combattants retournent à la vie en communauté à travers des cérémonies traditionnelles, qui apportent un mécanisme familial et institutionnalisé à la réconciliation en réintégrant publiquement l'ancien combattant dans le tissu social de la communauté. Même là où de tels mécanismes existent, les ex-combattants doivent rétablir une confiance et jouer un rôle dans la communauté à travers à la fois des moyens tangibles, comme par exemple aider à reconstruire des structures publiques ou faire des réparations, et des moyens intangibles, comme donner des informations.

Une réconciliation est-elle possible dans le sillage immédiat d'un conflit ?

Dans de nombreux cas, la réconciliation peut être un but exagérément ambitieux. Il peut même être contreproductif de faire pression sur la réconciliation lorsque les blessures émotionnelles et psychologiques sont encore à vif. Un désir de paix ne signifie pas nécessairement que l'on soit prêt à établir de profondes attaches avec d'autres communautés. Dans ce cas, il est plus sage de se fixer des objectifs plus modestes : travailler vers une coexistence pacifique à court terme et aider les

Si l'approche de la communauté est centralisée par l'État, et si elle ne reconnaît pas ses responsabilités dans le conflit, cela entravera la possibilité de construire une perception positive de l'initiative basée sur la communauté qu'elle espère promouvoir.

Solomon Mugai, Co-fondateur, Propaz

victimes à accepter leur perte et à faire leur deuil. C'est particulièrement le cas lorsque que la cohésion sociale avant le conflit était déjà faible ou inexistante, il faut alors partir de zéro.

Travailler pour atteindre une coexistence « superficielle », par exemple l'absence de violence à court terme, peut être un objectif approprié tout en cherchant la réconciliation à long terme. Après la cessation de la violence, la coexistence peut être approfondie progressivement puisqu'une paix durable aide à nourrir la confiance et une reprise économique aide à développer des liens dans la société. La réconciliation doit être construite sur la base d'une coexistence pacifique : les victimes et les coupables doivent être prêts à vivre ensemble, sans peur de retomber dans de nouveaux cycles de vengeance.

Il est possible que les communautés ne cherchent pas une réconciliation aussi rapide que le souhaiteraient les communautés internationales. La réintégration et la réconciliation sont des processus qui se travaillent sur le long terme. Si l'aide extérieure à des sociétés en situation post-confliktuelle est limitée par des ressources insuffisantes, de nouvelles crises et l'essoufflement des donateurs, le rétablissement de la confiance et des liens sociaux prendront du temps. Certains estiment que la réconciliation requiert entre 12 et 15 ans d'efforts ininterrompus, d'autres pensent que c'est un projet multi-générationnels. Peu importe sa durée, le retissage des liens communautaires dure plus longtemps que la présence des aides extérieures qui peuvent au mieux leur mettre le pied à l'étrier.

Alors qu'une réconciliation immédiate est indéfendable, les efforts de la justice transitionnelle doivent se concentrer sur d'autres objectifs, tels que « l'acceptation ». Des faits non résolus, des disparitions inexplicables, des crimes sans coupable ou motif, de la violence sans excuse, sont des éléments profondément dérangeants qui empêchent cette dite « acceptation ». En dépit de la culture, les personnes qui ont souffert d'un conflit montrent un fort désir d'obtenir des réponses et des explications sur ce qui s'est passé. Cette « acceptation » n'implique en aucun cas une guérison psychologique ou une réconciliation, mais elle constitue une première étape vitale qui doit être soutenue à travers une justice transitionnelle conçue de manière adéquate et une aide psychologique.

Reconstruire une convention sociale entre l'État et les citoyens

Bien souvent, l'application d'un modèle conventionnel de réintégration sociale des ex-combattants n'est pas pertinente. Dans certains contextes, les groupes armés sont considérés comme des Défenseurs de la Liberté (« Freedom Fighters ») et non comme de dangereux parias, et en tant que citoyens-soldats, ils sont déjà intégrés dans leurs communautés. C'est donc l'État qui a besoin d'être relié à ses citoyens à travers une reformulation de la convention sociale. Dans d'autres cas, où les sociétés sont divisées par l'ethnicité, les classes sociales, une idéologie et/ou religion, c'est la complexité des liens et des ponts sociaux parmi les citoyens eux-mêmes qu'il faut réparer et renforcer. Cette combinaison transversale « capital social – institutions efficaces » doit assurer la cohésion sociale nécessaire pour négocier à travers le dialogue plutôt que la violence armée.

Tandis que la réconciliation se focalise sur le rétablissement des liens de confiance dans la société, dans certains cas la relation clé nécessitant une transformation réside dans les liens entre l'état et la société. Lorsque l'État est perçu comme un prédateur, les méthodes utilisées pour faire la guerre peuvent souvent déboucher sur la peur et la méfiance envers les institutions de l'État ainsi que sur la réticence de certains citoyens ou groupes à participer activement à la politique du pays. La reconstruction d'un capital social vertical (confiance, participation et complaisance entre l'État et la société) requiert généralement une réforme politique ou institutionnelle, qui peut prendre la forme d'une démocratisation, d'une démilitarisation, d'une sécurité citoyenne et de justice, d'une réforme bureaucratique, d'une gouvernance transparente et responsable, et de mécanismes institutionnalisés pour assurer la conformité aux obligations des droits de l'homme envers les citoyens.

Le passage du programme de DDR de la stabilisation post-confliktuelle et missions de reconstruction aux interventions pendant le conflit, pose de sérieux problèmes à la reconstruction d'une convention sociale entre l'État et son peuple. En l'absence d'un accord de paix, les détenteurs du pouvoir politique sont souvent réticents à négocier la structure internationale de l'État, ou l'équilibre du pouvoir entre l'État et la Société. L'aide extérieure pour les programmes de DDR peut créer un dysfonctionnement involontaire dans ce processus en renforçant la

mainmise des leaders politiques, à travers des aides financières et l'attribution d'une légitimité internationale.

Le renforcement de la légitimité de l'État est un élément central dans la reconstruction d'une convention sociale. Cette légitimité peut être reconstruite à travers des changements identitaires de l'État, soit par une réforme institutionnelle, soit par la création de nouvelles structures de gouvernance. Ils peuvent aussi se traduire par la présentation publique d'excuses, des changements politiques ainsi que des actions concrètes, comme la participation publique dans la gouvernance et l'extension des services sociaux et des biens publics (soins médicaux, systèmes éducatifs, programmes de lutte contre la pauvreté) à toutes les couches et groupes sociaux de la société. Les initiatives prises par la communauté ne doivent pas être freinées ni contrôlées par l'État et doivent être au contraire, encouragées.

La démocratisation seule ne suffit pas. Les transitions de la guerre à la paix sous les auspices des Nations Unies représentent souvent des efforts pour reconstruire ou construire des institutions démocratiques. D'autre part, la pression électorale enclenchée par une jeune démocratie peut créer des pressions sociales dangereuses. L'important est que les citoyens ordinaires soient affranchis à travers à la fois une gouvernance démocratique et des mécanismes locaux les incitant à participer significativement et à s'engager dans la gouvernance. L'objectif principal de ces efforts est de développer une identité partagée et active en tant que citoyen, au sein de structures démocratiques qui promeuvent la participation et assurent la protection des droits des minorités.

La réconciliation sera fragile et délicate tant que les causes du conflit n'auront pas été traitées. Les éléments déclencheurs d'un conflit sont très variés, mais incluent généralement une inégalité dans l'accès aux actifs productifs et aux services de base, une participation politique limitée, des inégalités sociales, et une négation des droits culturels et linguistiques. Si les efforts de réconciliation sont concentrés sur les dommages causés par le conflit lui-même plutôt que sur son origine, les réclamations politiques, sociales ou économiques qui ont propulsé la violence referont, risquant de raviver les braises du conflit. Les cycles de violence répétés, presque générationnels dans de nombreux conflits doivent servir de leçon : la construction d'une paix durable implique de profonds changements politiques.

Chapitre IV : le DDR et la réintégration économique : réduire les déficits de capital et gérer le risque de conflits récurrents.

D'une économie de guerre à une économie de paix

Les activités économiques illégales, développées ou approfondies durant le conflit, restent une opportunité d'engendrer des revenus viables même en temps de paix. Dans certains cas, l'économie illicite devient la base d'un État affaibli par un conflit. Ainsi, si l'on ne crée pas d'opportunités suffisantes, ou si les activités illicites persistent après la guerre, les ex-combattants (en particulier les jeunes) seront exposés à un risque plus élevé d'être recrutés par des « entrepreneurs de guerre » et de rejoindre des réseaux criminels anciens et émergents ou autres groupes armés, ou seront contraints de reprendre les activités qu'ils ont acquises ou développées pendant la guerre (trafic d'armes et de stupéfiants, vols, prostitution). La transformation d'une économie de guerre à une économie de paix représente l'un des plus grands défis d'un processus de construction de paix.

La migration forcée par le conflit et la dépopulation rendent la reconstruction économique plus difficile. Même avant un conflit, les zones rurales des pays pauvres sont souvent caractérisées par un isolement des marchés et un manque d'opportunité économique. Lorsque des conflits touchent ces régions, les populations sont contraintes de fuir et ceux qui restent sont susceptibles de rejoindre l'économie illicite. Ainsi, il est très important que la réintégration et la reprise économique aient lieu dans le cadre d'un marché suffisamment ouvert. Une attention particulière doit être portée à la réparation des infrastructures de transport afin de permettre aux marchés locaux d'intégrer les marchés régionaux et nationaux. Dans le cas contraire,

la croissance peut stagner et les économies illicites orientées vers l'exportation peuvent être amplifiées. L'engagement du secteur privé pour une réintégration réussie est un autre élément fondamental. Néanmoins, les entrepreneurs « légaux » font face à des restrictions dues à l'échec de certains marchés « légaux » : travail, crédits, terres, connaissances, technologie de l'information, demande locale de biens et services, absence d'infrastructure physique et d'actifs productifs pour développer les économies locales, etc. Par conséquent, il est nécessaire de rétablir l'accès aux actifs productifs et aux marchés fonctionnels.

Dans le contexte susmentionné, les programmes de DDR peuvent créer des perdants et des gagnants— si les perdants ont un pouvoir économique, ils peuvent devenir un frein potentiel au processus de réintégration économique. Il est également important de considérer que dans certains contextes, l'économie de guerre est plus significative et plus viable qu'une économie de paix. Dans ce cas, il est nécessaire de générer des opportunités compétitives, qu'elles soient tangibles (sécurité, revenus, etc.) ou intangibles (légitimité, soutien d'organismes gouvernementaux et aide sociale), pour les ex-combattants et civils sans emplois car bien souvent, les activités illégales sont plus lucratives que des emplois formels. Cependant, si les programmes de DDR doivent offrir des avantages économiques et perspectives de gains plus élevés pour susciter l'intérêt des ex-combattants, ils doivent aussi se focaliser sur les populations affectées par le conflit et dont les objectifs sont plus modestes, à savoir satisfaire leurs besoins basiques. Une mauvaise gestion de ces besoins finirait par créer une population civile émergente susceptible de participer à l'économie illicite.

Réduire les déficits de capital et gérer les risques de conflits violents récurrents

Une réintégration économique réussie d'ex-combattants est devenue un élément crucial pour améliorer la sécurité et la stabilité, garantir la paix et promouvoir le développement durable dans des contextes post-conflituels. Finalement, le processus de réintégration économique reste un des aspects les plus complexes et ambitieux des programmes internationaux de DDR. Le manque d'opportunités économiques pour les ex-combattants élève le risque pour les pays sortants d'un conflit de retomber dans la violence, étant donné que les problèmes (marginalisation, pauvreté et inégalité) qui ont entraîné le conflit restent sans solution. Il existe donc un besoin urgent

d'effectuer des recherches plus rigoureuses sur les facteurs contrôlant la réussite ou l'échec d'un processus de réintégration économique. De plus, ce manque d'opportunités économiques et l'échec d'une réintégration peut entraîner non seulement les ex-combattants mais aussi les civils dans le crime organisé et les activités illégales.

Bien souvent, les programmes de DDR ont tendance à ignorer la nature et les origines du conflit. Le problème, cependant, ne réside pas seulement dans l'inégalité et dans le manque d'accès aux ressources productives en général, même si cela peut effectivement alimenter des conflits. Les opportunités d'emploi dans de nombreuses régions d'un pays déchiré par la guerre sont soit inexistantes, soit minimales. Dans un tel contexte, les groupes armés peuvent fournir des perspectives de gains alléchantes et des opportunités de vie. De plus, les programmes de DDR ont eu tendance dans le passé à ignorer les réalités des marchés du travail local et les préférences ou attentes spécifiques des ex-combattants. Ainsi, il est important de ne pas seulement se focaliser sur des moyens de subsistance à court terme et de prendre en compte les aspirations individuelles à long terme, afin d'identifier et de concevoir des formations et programmes d'employabilité adéquats et de négocier des opportunités d'emplois à travers l'amélioration de l'accès à l'information, l'assistance et les services de référencement.

À la suite d'un conflit, les ex-combattants souffrent de déficits de capital en tout genre, chacun d'entre eux devant être traité. Ceux-ci incluent un faible accès au capital, une perte des réseaux sociaux, un capital humain insuffisant, un manque d'éducation et de compétences recherchées sur le marché du travail. Les sociétés souffrent également de déficits de capital, tels que la destruction de l'infrastructure, la fuite des capitaux, les dommages des secteurs orientés vers l'exportation, un capital social érodé. Par conséquent, lorsque l'on promeut la croissance économique et les opportunités d'emplois à travers la mise en place de programmes de DDR, il faut aussi se rappeler, qu'en comparaison avec les civils, les ex-combattants font face à des défis économiques différents après la guerre : capital humain, actifs productifs et capital social. Premièrement, le capital humain. « Une fois que la guerre est terminée, les compétences qui ont aidé les anciens combattants à survivre en temps de guerre, ne les aident pas économiquement en temps de paix ». Deuxièmement, les actifs productifs. « À la fin d'une guerre, dans la mesure où leurs biens ont été endommagés ou détruits plus que ceux des civils, les anciens combattants ne disposent plus de beaucoup d'actifs ». Et troisièmement, le capital so-

cial. « Dans certains cas, les guerres peuvent affaiblir les liens et réseaux sociaux, et dans d'autres cas, les renforcer²²».

Les fonds destinés à la réintégration devraient être débloqués rapidement et être suffisamment flexibles pour stimuler la consommation, aider à surmonter le manque de capacité d'absorption dans l'économie locale et revitaliser la productivité locale. De plus, pour les ex-combattants qui ont intégré le processus de DDR, des services personnalisés devraient être proposés en plus du menu traditionnel des programmes de formation et développement de capacités, garantissant ainsi un accompagnement dans la prise de décision et une assistance dans la création d'attentes réalistes de leur nouvelle vie, leurs revenus, les risques, etc.

Le processus de planification pour la réintégration économique doit être sensible aux éléments déclencheurs, à la durée et à l'intensité du conflit. Nous devons faire la différence entre au moins deux type de situations conflictuelles. Premièrement, les conflits de courte durée. Dans ce cas, les institutions privées peuvent toujours créer des opportunités pour le développement, contribuant ainsi au processus de réintégration économique. Deuxièmement, les conflits de longue durée, qui affaiblissent les institutions du secteur privé, détruisent les infrastructures et dégradent l'économie locale. Dans ce cas, la réintégration économique représente un plus grand défi puisque les opportunités de développement se font rares et les niveaux de pauvretés peuvent être extrêmes. Dans les deux cas, les dommages causés par le conflit au secteur privé peuvent être inégaux sur tout le territoire, et des poches de productivité peuvent subsister.

Indépendamment du type de conflit, la création d'opportunités d'emplois à court et à moyen terme doit être liée dans la mesure du possible à des formations et des opportunités économiques à long terme afin que les ex-combattants aient la motivation suffisante et des opportunités réelles pour s'engager totalement dans l'économie civile locale. De plus, la génération de revenus aide les ex-combattants à se sentir valorisés et

Il est nécessaire qu'un processus de réintégration ait lieu dans le cadre d'un plan stratégique national pour la réconciliation, reconstruction et développement qui inclut une connectivité entre le secteur privé, le gouvernement national et les acteurs, à échelle locale.

Alfredo Lazarte Hoyle, Directeur du programme de réponse aux crises et de reconstruction d'OIT/CRISIS

22 Yuhki Tajima, Document d'Information sur la Réintégration Économique, 2009. CIDDR

actifs dans la reprise de l'économie locale et du développement, construisant ainsi leur légitimité au sein de la communauté. Ce sentiment de valorisation et de participation est très important dans une situation post-confliktuelle puisque la guerre génère ses propres dynamiques économiques, souvent basées sur des activités illégales, telles le trafic de drogue ou d'armes, et représente une opportunité économique séduisante pour les ex-combattants sans emploi qui cherchent à maximiser leurs rentes au canon d'un fusil.

De la stabilisation à la reprise économique et au développement : création d'emplois et reconstruction de moyens de subsistance

La création d'emplois est vitale pour assurer la paix et consolider la sécurité et la stabilité. Elle joue un rôle important dans le succès de la réintégration d'ex-combattants et dans la reprise et le développement de l'économie locale. Les démobilisés sont exposés à un risque élevé de reprendre des activités criminelles – la plupart n'ont pas de compétences autres que l'usage de la violence et ont de grandes inquiétudes quant à leurs capacités de gagner leur vie légalement et survivre dans la société civile. Ces inquiétudes sont souvent aggravées par les défis auxquels ils sont confrontés dans la recherche d'un emploi viable et durable : la discrimination et le rejet dus à leur passé. Au cours de la phase initiale de stabilisation, il est particulièrement important que les démobilisés aient suffisamment d'opportunités pour générer des revenus et trouver un travail décent. Ces opportunités d'emplois initiales et souvent à court terme ont plusieurs fonctions. Elles fournissent aux démobilisés des revenus suffisants dans la phase de transition et sont la preuve qu'ils peuvent survivre dans une économie civile ; elles peuvent stimuler le développement de nouvelles compétences et réduisent le risque de retomber entre les mains de groupes armés, ou d'utiliser leurs compétences pour générer des revenus à travers le crime et leur implication dans l'économie illicite.

Étant donné la pénurie d'opportunités d'emplois dans la plupart des pays affectés par la guerre, il est aussi nécessaire que ces créations d'emplois pour les anciens combattants ne soient pas vues comme une « récompense » pour avoir abandonné la violence, mais plutôt comme un outil pour construire la paix, un moyen de subsistance viable et

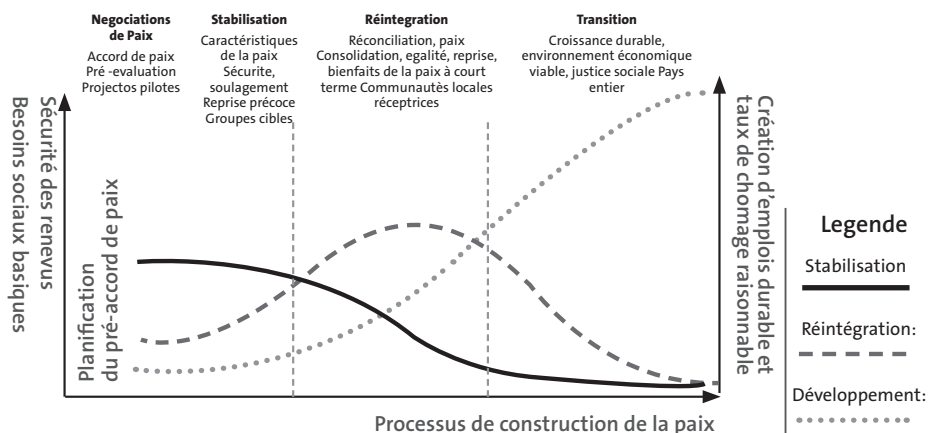
Au moment de la reconstruction, le secteur privé devient un élément clé dans le processus de réintégration économique, contribuant par de nouveaux investissements et une génération d'emplois Pour le développement des communautés affectées.

Juan Jose Daboub, Gérant de la Banque Mondiale

un large développement économique. En bref, les programmes de réintégration économique devraient bénéficier à une plus large population et éviter l'apparition d'un favoritisme flagrant. Il est difficile de trouver le juste milieu, cela requiert que les programmes soient construits sur une compréhension globale des origines du conflit, une vue cohérente et générale du rôle du secteur privé dans le développement et les attentes des marchés publics et privés, et sur le contenu des relations entre les anciens combattants et la communauté.

La Politique des Nations Unies sur la Création d'Emplois Post-conflit a établi une série de principes directeurs qui doivent être entendus comme pré-requis pour une création d'emplois efficace, une génération de revenus et la réintégration dans des contextes post-conflituels, dont : la cohérence et l'ampleur de la tâche, « ne pas blesser », la sensibilité du conflit, la viabilité et la promotion de l'égalité entre les sexes. De plus, la création d'emplois a été placée au cœur de la politique des Nations Unies, afin d'aider les personnes affectées par un conflit, d'assurer une réintégration durable, apportant le « dividende » de la paix aux communautés affectées, et de préparer le terrain pour le développement. Les conditions d'employabilité ont été traitées afin de s'attaquer aux disparités sociales - une des causes des conflits violents ; et le dialogue social a été encouragé afin de contribuer à la réconciliation nationale.²³

Étapes de la Politique : de la stabilisation à la réintégration et au développement²⁴



23 United Nations Policy for Post-Conflict Employment Creation, Income Generation and Reintegration, May 2008

24 Adapted from the U.N. Policy on Post-Conflict Employment Creation, Income Generation, and Reintegration, 2009

La réintégration, la réconciliation et la reprise économique sur le long terme doivent aussi être soutenues dans la transition initiale de la guerre à la paix, en créant des opportunités à échelle locale pour des emplois salariés et non-salariés, en reconstruisant les communautés et en relançant l'économie locale. Lorsque les communautés sont impliquées dans le processus de réintégration économique, les causes du conflit et la réconciliation à long terme sont aussi traitées. Avant de passer à une approche plus axée vers le développement, il est nécessaire de s'assurer que le processus de paix et la réintégration ont été consolidés. De même, il faut faire attention aux relations du pouvoir local. L'expérience des programmes de développement axés vers les communautés montre que les leaders de ces dites communautés ainsi que leurs familles bénéficient des interventions de ces programmes d'une manière disproportionnée, en raison de la manipulation hiérarchisée des structures de la gouvernance des villages.

Une fois que la phase initiale de stabilisation est terminée et que la reprise économique est enclenchée, le maintien d'un environnement national propice à la création est vital pour soutenir le processus de réintégration économique. Les solutions ne doivent pas être nécessairement planifiées d'une manière centralisée et des efforts doivent être faits pour engager les communautés locales dans le processus de planification. Même si les ex-combattants ont moins d'actifs que les civils pour se rétablir d'une guerre, il est très important que les communautés soient aussi incluses dans le processus de réintégration économique et bénéficient d'une gamme similaire d'actifs productifs. Même si de nombreuses interventions – en particulier la remise à neuf des infrastructures – relèvent des biens publics qui bénéficient aux communautés d'une manière significative, l'échec de cette étape peut provoquer des ressentiments et augmenter le risque d'un futur conflit. L'aide apportée aux communautés – particulièrement là où elles ont été gravement touchées par le conflit – peut augmenter leur capacité d'intégrer et d'aider à leur tour les anciens combattants.

La création d'emplois durable et une croissance économique relancée grâce à une provision d'actifs productifs requièrent une série d'interventions à échelle nationale et des investissements en capital naturel (terre), capital financier (crédit), formation et marchés de technologie, et accès aux marchés.

a. Capital naturel (terre)

L'inégalité dans la propriété et l'accès aux terres restent une des origines les plus communes de conflit. De plus, les conflits tendent à transformer radicalement la propriété et l'accès à ces terres, en raison des déplacements forcés entraînés par le conflit, la saisie des terres par des particuliers et groupes armés et le minage ou le pâturage intensif des propriétés agricoles vacantes. Ainsi, la résolution de ce problème d'accès aux terres et la création d'un environnement propice au développement rural sont de la plus haute importance. Pour qu'elles soient pertinentes, les interventions des programmes doivent également inclure la mise à disposition des intrants nécessaires aux exploitations agricoles, des services de conseils agricoles (infrastructure de transport, accès aux marchés, services financiers, crédits). Les ex-combattants peuvent bénéficier de « kits de démarrage » comprenant des graines, des fertilisants, des outils et une formation spécialisée. Il est important de concentrer les efforts d'une reprise économique rurale sur la réimplantation d'exploitations agricoles et d'activités non-agricoles afin d'intégrer les ex-combattants dans les communautés.

b. Capital financier (crédit)²⁵

Dans un contexte de post-conflit, les ex-combattants, les déplacés internes, les réfugiés et la population au sens large du terme manquent souvent d'un accès au capital. Les contraintes liées au capital augmentent fortement la difficulté de commencer ou maintenir une entreprise, par conséquent, il est important que les programmes de micro-finance soient pensés dans le cadre de programmes et plans de réintégration économique à long terme. À moyen terme, les schémas d'épargne et de crédit, les services de transfert de monnaies, et des programmes de micro-assurance peuvent être d'une grande aide pour ceux qui ne peuvent pas accéder aux marchés financiers formels.

Les programmes de micro-finance ne peuvent pas être mis en place efficacement dans n'importe quel contexte. La guerre peut entamer et/ou détruire la confiance dans certaines communautés et augmenter la solidarité dans d'autres, produisant un climat plus au moins

25 Idem

propice à la micro-finance. L'efficacité et l'impact des institutions de micro-finance peuvent être également fortement réduits en l'absence d'une stabilité macroéconomique de banques commerciales fonctionnelles. Enfin, il faut rappeler que la micro-finance n'est pas une panacée. De nombreux petits entrepreneurs ont besoin d'une formation adaptée et de relations commerciales autant que d'un accès aux crédits. De plus, tous les membres de la société ne sont pas des entrepreneurs dont les aspirations et les ambitions peuvent être comblées par un accès aux crédits : la micro-finance peut être une des composantes parmi d'autres activités de création d'emplois et de reconstruction économique.

c. Marchés de la formation

La formation professionnelle basée sur la participation volontaire dans une situation post-confliktuelle de reconstruction et de reprise économique devrait aussi être disponible sous la forme d'une réintégration socio-économique non seulement pour les ex-combattants mais aussi pour les civils qui se trouvaient déjà marginalisés avant la guerre. Des formations techniques doivent être proposées dans différents programmes et sponsorisées par le secteur privé afin de créer des opportunités économiques (des emplois pour ceux qui sont qualifiés, par exemple). Cependant, rappelons que même si la formation des ex-combattants dans différents secteurs d'activités peut prendre en compte les désirs de la population, la liberté de choisir ne doit pas être idéalisée - leurs désirs ne correspondent pas nécessairement à la réalité du marché du travail, des besoins, de l'infrastructure disponible, etc. De même, au final, la formation ne débouche pas obligatoirement sur un emploi. La création d'emploi nécessite un investissement dans les secteurs productifs et une connectivité aux marchés des consommateurs locaux et étrangers.

d. Exploitation de la technologie pour une meilleure croissance

L'expansion de la technologie avancée et la diversification des industries représentent une force motrice derrière un développement économique réussi et la création d'emplois décents dans le cadre d'une situation post-confliktuelle. La justesse de l'information, la technologie et les techniques (grâce à des formations, par exemple) représentent aujourd'hui un puissant outil pour le (re)démarrage d'une machine économique. À échelle nationale,

le marché de la technologie créé et maintient des emplois, des travailleurs qualifiés, promeut l'intégration locale et la viabilité, soutient la génération de revenus internes, etc. À échelle internationale, il encourage l'intégration dans l'économie mondiale et attire les investissements internationaux.

e. l'Accès aux marchés de consommation

La limitation d'un accès aux marchés de consommation est un problème majeur dans une configuration post-confliktuelle. Les ex-combattants et les civils, salariés ou non, qui s'impliquent dans de petites entreprises, souffrent de l'incapacité d'obtenir des prix justes pour leurs produits et services. Ainsi, il est important que les processus de réintégration économique fournissent également des indications sur les prix et augmentent l'accès au crédit formel et programmes de prêts.

L'efficacité des programmes d'apprentissage dépend d'une analyse rigoureuse du pourcentage de réussite comme du pourcentage d'échec. Tout environnement de travail connaît des échecs, et l'échec d'une entreprise individuelle, ou de tout un projet, est normal dans un contexte post-confliktuel. Cependant, tel que le mentionne la Politique des Nations Unies sur la Création d'Emplois Post-conflit, le cadre post-confliktuel doit être vu comme un panel d'opportunités pour établir de nouvelles activités économiques et une valeur ajoutée à la génération de revenus, tels que les cultures à haute valeur commerciale, l'agroalimentaire, les industries alimentaires, les technologies des énergies renouvelables, les technologies de l'information et de la communication, les entreprises privées et publiques, les fonds pour encourager les emplois non salariés basés sur les compétences, le tourisme et l'exportation²⁶.

Formation et création d'emplois : connecter les compétences techniques, les habiletés fondamentales, les opportunités d'investissement et de marchés

Un des plus grands obstacles que doivent surmonter les ex-combattants au moment de chercher un emploi productif et décent est leur faible niveau scolaire et leur manque de formation professionnelle. Dans de nombreux conflits, les combattants proviennent d'un milieu socio-économique précaire, ils sont souvent très jeunes, rejoignant généralement les rangs

26 Idem

des groupes armés avant l'âge de 18 ans. Ils manquent donc les principales années d'éducation de base et la plupart sont illettrés. Même si les capacités des ex-combattants à être compétitifs sur le marché du travail peuvent être améliorées avec une reprise de l'éducation, il est nécessaire de créer plusieurs groupes selon les niveaux et selon l'âge auquel les combattants ont rejoint ou quitté le conflit. Les plus jeunes peuvent toujours bénéficier d'une éducation formelle, tandis que les plus âgés rejoindront des formations professionnelles plus spécifiques afin de pouvoir répondre aux attentes du marché du travail. Les plans d'urgence pour l'emploi et les formations professionnelles courtes sont des outils utiles à court terme, mais il est impératif de concevoir des opportunités d'emplois décentes et viables à long terme qui garantissent la réintégration économique des ex-combattants dans le temps.

Les éléments clés dans la planification d'une réintégration économique résident autour (i) de la manière d'améliorer l'employabilité, (ii) de la manière d'augmenter la capacité d'absorption économique des personnes et de l'argent, (iii), de la manière de mobiliser le secteur privé, (iv), de comment mobiliser, utiliser et créer des compétences et (v), de comment assurer la transparence et la responsabilité dans toutes les transactions.

Roberto Pizarro, Directeur Exécutif,
Fondation Cravajal, Colombie.

Les formations doivent soutenir le développement personnel et l'acquisition de nouvelles compétences. En général, les ex-combattants reçoivent un certificat d'aptitudes ou un diplôme mais ne partent pas réellement avec les bagages nécessaires pour pouvoir évoluer sur le marché. Cela implique une surveillance plus étroite et des programmes de formation plus longs. L'établissement des profils des ex-combattants, en termes de compétences et d'expériences professionnelles, peut faciliter la conception des schémas de l'emploi et des sources de revenus. La formation doit mettre l'accent à la fois sur les compétences techniques mais aussi les compétences de communication et de négociation et les habiletés fondamentales (« lifeskills »). Elle doit permettre aux ex-combattants d'évoluer dans la vie civile et professionnelle, dans des milieux auxquels ils ne sont pas habitués. L'éducation professionnelle et l'acquisition de compétences techniques peuvent être encouragées par le développement et le renforcement des compétences comme la planification d'entreprise, l'analyse du marché et des prix, le tissage de relations d'affaires, etc. Les programmes de formation académique et professionnelle peuvent être proposés à la fois aux ex-combattants et à la communauté. Si la réintégration économique et sociale est entremêlée, cela a plus de chance de fonctionner.

La réintégration sociale est un élément vital de l'employabilité. Les réseaux sociaux - relations obtenues par des amis ou la famille - sont essentiels pour trouver du travail. Les programmes de réintégration doivent mettre l'accent sur la construction des réseaux sociaux, en mettant en relation les participants entre eux. Enfin, la préparation à l'entrée sur le marché du travail, les informations, l'assistance et les centres d'orientation ainsi que les services de micro-finances sont des éléments clés pour offrir aux démobilisés les compétences nécessaires pour qu'ils puissent trouver du travail par eux-mêmes, garantissant par là-même une réintégration économique durable.

Au-delà de la réintégration : les étapes vers la stabilisation de la communauté, la croissance et le développement durable

« La réintégration est le processus par lequel les ex-combattants acquièrent un statut de civil et un moyen de subsistance durable²⁷ ». Ce processus doit se focaliser sur les aspects économiques et sociaux de cette phase de transition. Au cours de la dernière décennie, la réintégration économique a développé un processus plus complexe et global, impliquant non seulement ceux qui se sont battus pendant ces conflits et ces guerres, mais aussi les communautés à échelle locale. Dans cet objectif de création d'emplois et de génération de revenus, le processus de réintégration économique s'est transformé en un outil stratégique pour assurer la paix et consolider la sécurité et la stabilité. De pair avec la réintégration sociale, la réintégration économique est un élément important dans la réussite des programmes de DDR, et par conséquent, un pont nécessaire pour la viabilité et la stabilité de la communauté, de la croissance et du développement.

Il est clair que le contexte doit être pris en compte. La compréhension des facteurs et de la singularité de chaque conflit est nécessaire pour la prise en charge de la croissance et du développement. En aidant à la stabilisation, à la reprise et au développement des économies locales, les processus de réintégration contribuent au « retissage » des tissus sociaux de la communauté en promouvant le développement humain, en assurant la justice et la réparation et en améliorant la sécurité par la détection et la dissuasion des violences futures. Il faut souligner que les aspects économiques, sociaux et politiques d'un processus de réintégration sont inextricablement liés. C'est un processus long, qui exige l'aide de plusieurs systèmes.

26 Idem. Page 50

Les programmes de DDR font partie d'un réseau plus large et ne peuvent être considérés comme un processus isolé. Le DDR doit être accompagné par des processus parallèles tels que des ISM²⁸ et des SSR²⁹, ainsi que par des politiques de développement socio-économique, afin de garantir son efficacité. Tout cela implique des changements dans l'équilibre du pouvoir à l'intérieur du pays qui doivent être vus comme des changements politiques et non comme de simples défis techniques. Néanmoins, comme il existe des chevauchements substantiels et des complémentarités entre ces activités, leur mise en place doit être soigneusement coordonnée. Les chevauchements entre le DDR, ISM et SSR doivent permettre une plus grande flexibilité dans l'adaptation des programmes d'interventions en changeant la vitesse ou les liens entre chaque programme.

28 ISM / Interim Stabilization Measures / Mesures Temporaires de Stabilisation

29 SSR / Security Sector Reform / Réforme du Secteur de la Sécurité



Chapitre V :

Résumé et Conclusions

Développer la portée et la nature sociale et politique du DDR

Le programme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) s'est étendu bien au-delà de ses objectifs de stabilisation et techniques d'approche initiaux. Il inclut à présent un développement socio-économique plus large, une amélioration de la gouvernance, de la justice et une aide à la réconciliation, ainsi qu'une réforme du système de sécurité et un développement des capacités. Ainsi, il a dépassé ses objectifs premiers, à savoir la transition des anciens combattants à la vie civile, la promotion de la sécurité (réformes politiques et militaires) et la démilitarisation (réduction des dépenses militaires et déblocage de ressources pour la reprise économique), pour se diriger plus largement vers l'amélioration de la gouvernance et de l'État de droit, l'équilibre des besoins sociaux et économiques et les attentes individuelles et celles des communautés en particulier, et plus généralement, vers le soutien dans le processus de construction de la paix et de développement économique et social durable.

La focalisation de ce Congrès sur les problèmes sociaux et les approches axées sur la communauté est sans aucun doute, un progrès.

Marion Kappenye Van de Copelo,
Ambassadrice des Pays-Bas en
Colombie

Cette tendance est soutenue par les liens entre et parmi ces différentes activités et d'importants dons financiers. En 2007, 1,6 milliard de dollars ont été dépensés et plus d'un million d'ex-combattants ont participé aux quelques 20 programmes formels de DDR, dont 90% en Afrique (Muggah et Kingma, 2009).

Le DDR est un instrument crucial dans la construction de la paix. Il est à présent largement considéré comme une série d'activités mises en place afin de promouvoir et d'institutionnaliser une paix qui ne soit pas pensée comme

une simple absence de guerre. La construction de la paix implique une amélioration de la politique et de la gouvernance, une reprise socio-économique et une réforme du système de sécurité. Parallèlement, le DDR a été lié à la reconstruction et aux programmes de développement à moyen et long terme, partant du principe que l'on ne peut pas atteindre un développement durable sans la sécurité et vice versa. Le DDR est donc un outil conçu pour promouvoir un environnement propice à la construction d'un État complexe, à la construction de la paix et aux activités de reconstruction économique et sociale, non seulement en répondant aux retombées du conflit mais aussi en réduisant les menaces dormantes et les risques d'une reprise du conflit.

Le DDR ne se limite plus simplement aux phases de transition et de post-conflit. Il est désormais de plus en plus entrepris pendant le conflit. Dans de tels contextes, le DDR peut aussi bien servir de plateforme pour des processus de construction de la paix sur le long terme que de composant implicite de contre-insurrection et de campagne anti-terreur. Sur la toile de fond de la mondialisation, le DDR a également pris une forme de « seconde génération » dans la lutte contre le crime.

Combattre les menaces cachées. La destruction des infrastructures, la stagnation économique et la fragilité des structures de l'État peut fournir un environnement propice à la menace grandissante du crime transnational. Dans ces contextes, le crime peut prendre deux formes : prédateur (vols, agression) ou réseaux criminels plus complexes et diffus concentrés sur, par exemple, le trafic de drogue ou la traite des êtres humains. Si certains crimes seront toujours le résultat d'un facteur d'attraction (« pull factor ») : « l'argent facile », dans une configuration post-confliktuelle, le facteur de répulsion (« push factor ») créé par le manque d'opportunités économiques légales est un plus grand problème.

Même si par nature, un processus politique inclut souvent un partage du pouvoir en particulier dans le domaine de la sécurité, le DDR ne constitue pas un substitut pour la construction de la paix et le développement. Nous devons rester modestes dans la définition de nos objectifs et ne devons pas nous attendre à ce que le DDR fasse tout le travail ou soit l'unique recours pour tout le monde. Lorsque l'on essaie d'assigner des ressources à la sécurité (désarmement), au bien-être collectif (démobilisation) et aux fonctions liées au développement (réintégration), la définition des priorités stratégiques, le timing, le séquençage et l'intégration coordonnée des interventions sont essentiels.

Dans de nombreuses situations post-confliktuelles, le DDR, les Mesures de Stabilisation Temporaire (ISM) et la Réforme du Secteur de la Sécurité (SSR) doivent être étroitement liés à la reconstruction des institutions de l'État. Ainsi, ces programmes résident dans le remaniement des pouvoirs politiques de l'État et des processus liés à la « déconstruction » et la reconstruction de la convention sociale entre l'État et ses citoyens. Par conséquent, le DDR doit être ancré dans la volonté politique, l'appropriation locale et les aptitudes institutionnelles. Dans l'idéal, il doit être conçu comme partie intégrante d'un processus de construction de paix menant au développement, légitimé par les membres de la communauté et ancré dans un cadre légal.

Contextes

Les éléments déclencheurs et les caractéristiques d'une guerre déterminent la nature et la durabilité de la paix. Si le conflit est nourri par l'avidité, les griefs ou un mélange des deux et est inter ou intra-état par nature, cela déterminera sa durée et son issue. S'il se termine par une victoire sans appel d'un côté ou de l'autre, par un règlement négocié ou par la médiation d'un tiers, cela peut aussi influencer la nature du partage du pouvoir, les possibilités de transformation (par exemple, les causes structurelles) et la conception et mise en place subséquentes de DDR et des programmes de paix et de développement qui s'ensuivent. Ainsi, il est nécessaire de comprendre et tenir compte du contexte historique, local et régional du conflit dans la conception de tout programme de DDR. C'est d'autant plus le cas si la société est divisée et le tissu social déchiré, si l'économie est dans le marasme avec une faible absorption du travail et si la portée et la capacité de l'État sont faibles, créant des lacunes potentielles en matière de sécurité. Si l'on veut améliorer certaines pratiques et tirer les leçons des échecs, il faut mettre de côté les anciens modèles de DDR, les opinions communément admises et les idées préconçues. Engager les protagonistes, écouter, comprendre et évaluer le contexte local d'une manière neutre est une première étape incontournable. Il peut être utile d'utiliser des groupes de discussion composés par des membres de la communauté, de solliciter des entretiens avec les leaders politiques et sociaux et de réaliser des sondages sur des échantillons représentatifs de la population comme moyens de mieux comprendre les facteurs qui ont déclenché le conflit et le potentiel pour la paix et le développement. Ceux qui conçoivent les programmes doivent être attentifs aux problèmes transfrontaliers comme le crime, les flux de migration et trafic d'êtres humains et doivent toujours prendre en compte la situation culturelle, historique, politique, régionale et locale comme la base de toute planification et conception, surveillance et évaluation de tout programme de DDR.

Il ne faut pas non plus oublier que tous les soldats démobilisés ne sont pas des criminels, et que certains groupes de rebelles sont voulus et soutenus. Certains sont considérés comme des Défenseurs de la Liberté (« Freedom Fighters ») et sont accueillis en héros et facilement acceptés dans la société. Dans d'autres contextes, la population voit les anciens combattants avec un mélange complexe de respect, d'acceptation et de peur, ou éprouve un total rejet à leur égard.

Jusqu'ici, il est clair que le DDR implique un changement social. Le désarmement, la démobilisation et la réintégration des groupes armés marquent une transition vers une société différente, mais un profond changement social traitant les causes du conflit doit aller au-delà de cette transition et dans la majorité des cas, cela dépasse effectivement les compétences des programmes de DDR.

Assurer l'appropriation locale à travers le dialogue

Le contexte local et régional doit être soigneusement évalué afin d'identifier les priorités stratégiques de planification, conception et mise en place des programmes de DDR. Nous devons apprendre à « mieux écouter ». La compréhension des facteurs contextuels propres à chaque environnement - dont les caractéristiques, les besoins et les désirs de la communauté - requiert un dialogue avec les parties prenantes locales.

L'appropriation locale est cruciale si le DDR veut contribuer de manière significative et durable à la paix. Le fait d'avoir un cadre légal peut encourager la transparence et la responsabilité de tous les acteurs. Les dons internationaux et nationaux et les Implementing Agencies³⁰ (IA) doivent se partager la responsabilité afin de garantir que l'appropriation locale soit réelle et significative, c'est-à-dire, caractérisée par une bonne gouvernance et une participation démocratique.

Les programmes de DDR cherchent à comprendre les peurs, les besoins et les désirs locaux. Ils ne sont pas conçus comme des interventions rigides, mais conservent au contraire une certaine flexibilité et une ouverture d'esprit pour apprendre et

Vous devez vous battre contre ce qui est invisible il est nécessaire de faire partie des processus d'élaboration des politiques. Nous ne pouvons pas être relégués dans l'oubli. Nous avons besoin de « posséder » quelque chose.

Sisneri Sanchez, ancien combattant,
Colombie.

30 Agences de Mise en Œuvre

construire sur la base des capacités et connaissances locales à travers un processus additionnel et non de « substitution ».

Pour une réintégration réussie, il est nécessaire de créer de réelles opportunités d'emplois et une interaction et implication sociale active. Il existe un facteur qu'on ne peut négliger : les différentes qualités et expériences que les ex-combattants ont acquises dans leur « vie passée ». Par exemple, certains anciens combattants devraient être intégrés dans la réforme du système de sécurité, si l'on considère que plusieurs démobilisés ont vécu en marge de la loi et de la société pendant une longue période et que pour eux, le processus de démobilisation est un réel abandon de leurs compétences premières et stratégies de survie. Dans l'idéal, certains ex-combattants devraient être réintégrés le secteur de la sécurité, en particulier là où leurs expériences peuvent être utilisées à bon escient. Les programmes de DDR ont plus de chance d'être efficaces si les ex-combattants sentent qu'ils ont à la fois un enjeu et un certain degré de contrôle sur le processus. L'appropriation des participants peut aussi servir à légitimer le processus. L'appropriation est un objectif qui doit être obtenu par tous

les acteurs impliqués dans le processus de DDR à travers deux dimensions : politique et programmatique. La première se réfère à la participation dans la détermination politique du processus et la seconde, à la participation active à la conception et la mise en place du programme.

Trouver le juste milieu entre encourager l'appropriation nationale et renforcer les capacités nationales en faisant pression pour assurer une mise en place rapide des programmes de DDR reste un grand défi.

Jordan Ryan, directeur du Bureau de la Prévention des Crises et du Relèvement du PNUD.

Promouvoir la Sécurité, le Développement et la Gouvernance Démocratique

La relation entre la sécurité, le développement et la gouvernance démocratique est interactive, formant les piliers d'une approche holistique pour atteindre une paix et un développement durable. Les programmes de DDR doivent être vus comme faisant partie de cette large constellation. De tels piliers de construction de la paix et de développement doivent être conçus et mis en place d'une manière intégrale et cohérente. Lorsque l'on traite le composant de la sécurité, le DDR, l'ISM et la SRR sont des activités liées entre elles. Le mélange, le timing et le séquençage de l'ISM, DDR et SSR doivent être adaptés à chaque situation. En fonction du contexte, certains de ces

instruments et activités peuvent se chevaucher, être séquencés différemment ou même, être inutiles. Les mesures de stabilisation temporaire peuvent être particulièrement utiles pour gagner du temps et de l'espace dans les processus de paix en cours pour construire la confiance, là où la capacité d'absorption de l'économie est faible, ou là où une absence de sécurité est évidente.

Le désarmement peut être un processus particulièrement difficile et incertain selon le contexte. Dans certains cas, le maintien des armes est le seul poids dont dispose un groupe dans le processus de négociation. Dans d'autres, la culture du port d'arme (même s'il est sanctionné dans certaines sociétés) suggère que la possession d'armes n'est pas le réel problème mais leur enregistrement, surveillance et utilisation sont ce qui importe le plus. Dans tous les cas, le contexte déterminera la gestion et l'issue du désarmement. Il faut noter que le discours utilisé pour traiter de tels sujets comme le désarmement, la démobilisation et la réintégration doit être contextuellement plus spécifique. Le choix de parler en termes de gestion des armes et des armées ; la « mise hors service » des armes - ou la sécurité partagée et la tendance économique - est plus acceptable là où le désarmement équivaut à la reddition, et la démobilisation est un terme non pertinent là où les combattants sont des citoyens-soldats, des agriculteurs ou des pêcheurs, mobilisés pour le combat. Enfin, la réintégration peut être nébuleuse pour ceux qui vivent et travaillent déjà dans leurs communautés. Cependant, si ces communautés ou ces individus sont économiquement marginalisés, alors la remise en marche et l'amélioration de leurs conditions économiques peut être un discours plus approprié.

Les programmes de DDR doivent être considérés, conçus et mis en place sous des pressions et intérêts géopolitiques locaux, nationaux et régionaux. Des conflits voisins peuvent affecter et compliquer dangereusement la mise en place de programmes de DDR et compromettre leur réussite. Avec l'accélération de la mondialisation engendrée par la révolution des technologies de l'information, le DDR et ses activités liées à l'amélioration de la sécurité sont de plus en plus orientés vers la gestion des menaces malveillantes plutôt que malfaisantes. Dans plusieurs pays, le DDR est utilisé comme un outil de « seconde génération » pour réduire l'augmentation des violences domestiques, du crime international et de l'insécurité publique. Étant donné qu'il n'y a pas souvent de partenaires de négociation en tant que tels, les interventions du DDR doivent être conçues pour

attirer les individus (par exemple, les membres de gangs) à travers des accords ou des motivations soigneusement mesurés. La tâche dominante dans ces cas est le désarmement (contrôle des armes légères), la création d'alternatives, de moyens de subsistance légaux et la réduction du groupe potentiel de recrues (par exemple, les jeunes garçons sans emploi).

Le processus du CIDDR a mis en évidence des approches nouvelles et créatives des processus de DDR, telles que les « Mesures de Stabilisation Temporaire » et la « Seconde Génération ». Étant donné que la saisie des armes a un impact énorme sur la société et sur la perception des combattants de leur propre sécurité ainsi que la signification des armes dans la société (par exemple, la présence d'une culture des armes) et le niveau de prolifération des armes légères, la capacité de l'État à garantir la sécurité est cruciale dans un processus de DDR. Les programmes de désarmement qui collectent les armes de destruction en échange d'argent ou de moyens de développement sont un bon exemple d'outils de « seconde génération ». Ces nouvelles stratégies dépassent les résultats obtenus à travers un programme de DDR traditionnel qui utilise des mesures coercitives afin d'obtenir le désarmement. En fait, comme mentionné précédemment, il est préférable de reconfigurer le processus de DDR afin de commencer par l'incitation économique de la réintégration et de terminer par une forme de désarmement ou de contrôle des armes selon le contexte (exemple, du DDR au RDD au R2D2).

Réintégration économique : un chemin vers le développement durable

La réintégration nécessite le traitement de plusieurs formes de perte de capital ainsi que la distribution transparente et équitable des bénéfices (« dividendes de la paix »). Dans la conception des programmes de réintégration économique et sociale, nous devons traiter les déficits de capital auxquels sont confrontés les anciens combattants : faibles niveaux de capital humain (éducation, compétences, expériences professionnelles), insuffisance des actifs productifs (accès au capital, aux terres, à la technologie et aux marchés), et érosion du capital et de la cohésion sociale (liens brisés entre les ex-combattants et la communauté au sens large). Comme c'est un processus généralement développé sur le long terme qui requiert un renforcement de la capacité institutionnelle et une mobilisation de ressources, la Réinsertion (parfois

appelée réintégration précoce) ou la disposition d'un filet de sécurité transitoire³¹ de biens et de services basiques pour une période donnée peut être utile pour faciliter la transition des anciens combattants vers une vie civile productive. Les débats varient sur le contenu, le mélange, le timing et l'usage de l'aide à la réinsertion, qu'elle soit en nature, en espèces, ou mixte. Cependant, tout le monde s'accorde à dire qu'une certaine forme d'aide transitionnelle est nécessaire durant cette période d'ajustement cruciale et immédiate.

Le fait de cibler les bénéficiaires de la réinsertion et de la réintégration sur les combattants et leurs familles peut aussi créer par inadvertance un certain ressentiment parmi les autres membres de la communauté réceptrice qui se sentent victimes et laissés-pour-compte. Cependant, cela a tendance à être une fausse dichotomie dans la réalité. Il est possible de concentrer les programmes sur les deux parties, grâce à une planification, un timing et un séquençage rigoureux. Les campagnes d'informations et de sensibilisation tentent à la fois de comprendre les besoins des communautés et de les informer sur les programmes de réintégration et de redressement communautaire disponibles pour tous. Elles sont essentielles pour gérer le ressentiment, la peur et les attentes des communautés.

Il existe des limites inhérentes aux incitations économiques. Nous devons admettre que les incitations monétaires et matérielles ne sont parfois pas suffisantes pour attirer les participants potentiels vers les programmes de DDR. Les participants potentiels doivent être convaincus de la légitimité et de la justesse du processus de DDR. Il est aussi vital que les incitations économiques n'envoient pas de messages erronés et mènent au résultat opposé, créant une dépendance et n'encourageant pas l'autosuffisance. Dans de nombreux cas, le DDR est par nature un processus injuste parce qu'il ne peut pas offrir le même niveau d'aide à toute la communauté. Même des approches axées sur la communauté ou un secteur en particulier ne peuvent offrir des bénéfices identiques à tous les groupes ou personnes dans le besoin. Une compréhension plus large des raisons de ces bénéfices inégaux ne peut pas être considérée comme acquise. Cette injustice perçue et/ou actuelle doit être discutée, expliquée et dans la mesure du possible, atténuée.

31 Transitional Safety Net - TSN

La réintégration sociale au service de toutes les autres formes de réintégration

La réintégration sociale est un pilier fondateur pour tout processus de paix sur lequel les autres formes de réintégration (économique et politique) se reconstruisent. Si la réintégration sociale est négligée ou échoue, toute autre forme de réintégration sera vouée à l'échec. Les intérêts économiques sont nécessaires, mais ne sont pas des motivations suffisantes pour les participants potentiels aux programmes de DDR. Les programmes de DDR doivent également être perçus comme équitables et légitimes.

Oui, nous nous sommes trompés. Nous n'avons pas besoin de construire des infrastructures ou des ponts ; nous devons construire une structure sociale. Malgré nos erreurs, nous souhaitons participer à la construction du nouveau pays.

Sisneri Sanchez, ancien combattant, Colombie

Tout d'abord, nous devons dépasser les discours de stigmatisation et de dissension. Lorsque nous parlons de pilleurs/profiteurs, de vainqueurs et de perdants, nous glissons déjà probablement sur la mauvaise pente. Nous devrions plutôt parler d'intervenants et de la meilleure façon dont ils peuvent satisfaire leurs besoins communs. En guise de principe général, nous devons éviter de nous laisser enfermer dans de fausses dichotomies et dépasser les termes stéréotypés comme coupables et victimes. Nous devrions éviter d'accentuer cette vision manichéenne puisque la réalité est souvent beaucoup plus complexe. La justice et la paix ne sont pas toujours les solutions. Sans forme de justice transitoire, nous ne pouvons pas accéder à une paix durable. Nous devons tout prendre en compte pour identifier et mieux aborder les risques complexes auxquels des populations aux besoins particuliers comme les femmes, les enfants et les personnes handicapées font face. Entre autres choses, nous devons être très vigilants quant aux défis économiques et psychosociaux qu'ils doivent affronter.

La réconciliation est un processus long. Elle peut représenter un objectif trop ambitieux au sortir immédiat d'un conflit. Il peut même être contreproductif de vouloir accélérer la réconciliation lorsque les blessures émotionnelles et psychologiques sont encore à vif. Dans ce cas, des objectifs plus modestes peuvent être plus appropriés : travailler vers une coexistence pacifique à court terme et aider les vic-

times à surmonter la douleur et accepter leur perte. Les anciens combattants sont souvent perçus comme des risques et non comme des ressources, alors qu'ils sont en mesure de jouer un rôle essentiel dans la reconstruction d'un État et d'une société. Les anciens combattants ont besoin d'opportunités pour redorer leur image aux yeux de leur communauté. Ils peuvent devenir d'efficaces militants pour la paix. Ce sont généralement les premiers à se réconcilier. Ils peuvent montrer l'exemple et avoir un important impact sur les autres membres de leur communauté. Dans différents contextes, des combattants démobilisés ont reçu des formations sur la transformation de conflit, jouant un rôle utile lors de négociations, facilitant le dialogue et la résolution de conflit dans leurs communautés retrouvées.

La transition entre la Guerre et la Paix implique la transformation de l'identité. Le processus DDR en général et le processus de réintégration en particulier impliquent essentiellement la transformation de l'identité. Les anciens combattants ont besoin d'opportunités pour assimiler leur changement de rôle et redorer leur image aux yeux de leur communauté, puisque beaucoup ont honte et s'isolent lors de leur retour au foyer. Des mécanismes doivent être mis en place pour qu'ils lavent publiquement leur image. Les mécanismes de réconciliation et de justice traditionnels offrent ces opportunités. Les personnes démobilisées peuvent également se charger de tâches concrètes pour améliorer le bien-être de la communauté. Ainsi, la période de transition entre la guerre et la paix peut créer des opportunités d'initiatives collectives parmi les communautés hôtes et les anciens combattants de retour, ouvrant la voie à la réintégration sociale et économique. Les activités pacificatrices liées à l'environnement, comme le déminage, la reforestation, le nettoyage de la communauté, etc. peuvent créer une cohésion sociale à différents niveaux entre les soldats démobilisés et les membres de la communauté. Ils peuvent favoriser un sens des responsabilités partagées pour la communauté et l'environnement, instaurer un climat de confiance et reconstruire leurs identités, tout en fournissant des opportunités économiques aux anciens combattants et à la communauté dans son ensemble.

En outre, il est sensé de traiter les problèmes de populations identifiées comme les enfants, les femmes

Dans l'analyse finale, nous devons toujours poser les questions fondamentales suivantes : Le programme DDR aidera-t-il à réduire le sentiment de peur, à installer un climat de confiance et à nourrir les espoirs ?

Andrew Rigby, Professeur en Études sur la Paix, Université de Coventry

et les personnes handicapées, ainsi que de reconnaître qu'elles ne forment pas un groupe homogène. La réconciliation et la réintégration sociale sont des objectifs de très long terme, exigeant des efforts durables sur plusieurs années, voire parfois sur une génération. Cela contraste malheureusement avec les perspectives générales d'engagement des donateurs. Il est primordial d'aboutir à un consensus entre les personnes démobilisées, les autres groupes clés et la société dans son ensemble, sur les objectifs et la forme des programmes de réintégration, ainsi que d'assurer la patience et le soutien à long terme des acteurs externes tout au long du processus.

Des anciens combattants pour instaurer la paix. Une fois engagés pour la paix, des groupes armés peuvent jouer un rôle vital pour empêcher de nouveaux conflits. Ils peuvent favoriser la transformation ou le non-lieu de conflits. Ils sont plus crédibles, car ils sont passés par des processus similaires. Par exemple, au cours du processus de paix en Irlande, l'IRA a conservé la structure de son organisation et a continué à recruter et former de nouveaux membres, avec pour objectif d'absorber les nouvelles recrues pour qu'elles évitent de rejoindre d'autres groupes dissidents hostiles à la paix. En outre, les combattants démobilisés peuvent jouer un puissant rôle symbolique. Si les combattants précédemment opposés à la paix peuvent installer un climat de confiance et de coopération, la communauté dans son ensemble aura moins de raisons et d'arguments pour continuer à stigmatiser les anciens ennemis.

Il ne peut y avoir de développement durable sans paix, ni de paix sans sécurité, ni de sécurité sans justice.

Francis Musoni, Commission DDR,
Rwanda

La compréhension des origines d'un conflit est une condition nécessaire à la paix durable

La réconciliation sera fragile et délicate tant que les causes du conflit n'auront pas été traitées. Les éléments déclencheurs d'un conflit sont très variés, mais incluent généralement une inégalité dans l'accès aux actifs productifs et aux services de base, une participation politique limitée, des inégalités sociales, et une négation des droits culturels et linguistiques. Si les efforts de réconciliation sont concentrés sur les dommages causés par le conflit lui-même plutôt que sur son origine, les réclamations politiques, sociales ou économiques qui ont propulsé la violence referont, risquant de raviver les braises du conflit. Les cycles

de violence répétés, presque générationnels dans de nombreux conflits doivent servir de leçon : la construction d'une paix durable implique de profonds changements politiques.

La planification pour définir et mesurer la réussite

Planification et estimation sont essentielles. Afin d'atteindre des objectifs de court et long terme, la planification est fondamentale. Une bonne planification naît de l'analyse précise du conflit. Cette analyse doit prudemment dégager les problèmes, les intérêts et les peurs qui structurent le raisonnement, les motivations et l'interaction parmi les différents acteurs locaux. Les voix des victimes et des communautés locales doivent être écoutées, mais il est également nécessaire de prendre en compte les expériences des anciens combattants. Une participation efficace implique l'écoute active de tous les acteurs pour incorporer et gérer leurs besoins à travers toutes les étapes du cycle de DDR. La planification entraîne également une estimation précise des durées, de l'enchaînement et de l'intégration des interventions selon le contexte unique.

Définition et mesure de la réussite selon des circonstances changeantes. Une meilleure surveillance et évaluation des programmes DDR est clairement nécessaire, mais comme les objectifs et réalisations changent au cours du cycle de vie du DDR, la difficulté à les mesurer est inhérente au programme. Des indicateurs et mesures plus globaux sont peut-être nécessaires pour permettre non seulement de mesurer les objectifs tactiques à court terme, comme le nombre de bras ou de combattants démobilisés, mais également les objectifs stratégiques à plus long terme comme le progrès socioéconomique des populations touchées par le conflit, y compris les personnes démobilisées. Nous ne devons pas oublier qu'en tant qu'élément central du développement et de l'instauration de la paix, le programme DDR n'est pas un substitut à la gestion des causes structurelles ou sous-jacentes du conflit, qui peuvent inclure l'accès inégal aux biens de production, la participation politique limitée et l'inégalité sociale. La gestion de ces causes est vitale pour la durabilité de la paix. Le Congrès a avant tout consolidé le changement de but et de discours du DDR en tant qu'élément essentiel dans la construction d'un monde plus sûr en soi et pour l'objectif plus vaste qui est d'offrir un développement, une justice et une sécurité démocratique pour tous.

Épilogue : Un appel à l'action – Du Congrès International au réseau Sud-Sud mondial

Gestion des réseaux pour la paix – Aide au dialogue Sud-Sud.

Les mémoires audiovisuels et écrits du CIDDR seront publiés avec la Contribution de Carthagène au DDR. Ce document a pour but de contribuer au corps existant des savoirs du DDR et de compléter les documents existants sur le DDR, la sécurité, l'instauration de la paix et le développement.

Toutes les publications et écrits mentionnés sont disponibles pour référence sur le site www.cartagenaddr.org. Le site web sert de forum mondial, de centre de référence et de communauté DDR virtuelle pour les pacificateurs, les responsables politiques et les universitaires du monde entier. Un appel à l'action a été lancé pour l'échange Sud-Sud direct parmi les programmes de DDR en cours et les processus de pacification de première main – gouvernements, communautés, victimes et anciens combattants, tous sur le même plan.

Le Congrès a atteint un important objectif en facilitant et approfondissant la collaboration Sud-Sud, où des perspectives et contextes différents ont façonné et généré de nouveaux savoirs.

Juan Jose Daboub, Directeur général,
La Banque Mondiale

Priorités pour la Communauté Internationale.

Quatre principales priorités se dégagent pour la Communauté Internationale : (i) améliorer les opportunités d'emploi et les programmes de développement en général ; (ii) augmenter les aides financières via des sources locales ou externes ; (iii) impliquer les femmes dans le processus, principalement dans le développement de programmes permettant de satisfaire leurs

besoins et envies ; et (iv) renforcer les processus de surveillance et d'évaluation – en suscitant plus d'intérêt et en levant des financements, et, lorsque c'est possible, en articulant des objectifs de programme mesurables et concrets – pour déterminer si nous atteignons les objectifs avec les moyens que nous mettons en œuvre.

Comme le CIDDR, le travail n'est jamais terminé, mais le Congrès a, de manière sûre, repoussé les limites des connaissances.

Karel Kovanda, Directeur général,
Affaires Étrangères, La Commission
Européenne

Ordre du jour non terminé : défis clés pour les gouvernements nationaux. Trois principaux défis se dégagent pour les gouvernements nationaux : (i) jouer un rôle important dans l'articulation des capacités, perceptions et besoins locaux auprès de la communauté internationale ; (ii) prendre des initiatives locales, ne pas simplement faire respecter la souveraineté ou la priorité nationale, mais jouer un rôle actif dans la formation politique, encourager la bonne gouvernance et la participation démocratique locale ; et (iii) posséder les problèmes tout comme les solutions et aborder l'instauration de la paix et du rétablissement avec le désir de résoudre les problèmes à la racine du conflit et d'éradiquer le fléau du conflit pour toujours.

Organisateur et collaborateurs

Comité exécutif

Frank Pearl González, Haut Commissaire pour la Paix et Haut Conseiller Présidentiel pour la Réintégration de la République de Colombie, Président du Comité exécutif

Adriana Mejía Hernández, Vice-ministre des Affaires multilatérales du Ministère des Affaires Étrangères de la République de Colombie, Vice-présidente du Comité exécutif

Sandra Alzate, Directrice de la Coopération Internationale, Agence pour l'Action Sociale et la Coopération Internationale de la République de Colombie

Eduardo Pizarro, Président de la Commission Nationale de Réparation et Réconciliation en Colombie

Alejandro Eder, Coordinateur

Margarita Orozco, Coordinatrice

Gloria Gómez, Conseillère

Carlos Otálora, Conseiller

Andrea Salazar, Conseillère

Comité de coordination

Alejandro Eder, Directeur du Comité de Coordination

Maria Clara Isaza, Vice-directrice du Comité de Coordination

Andrea Salazar, Coordinatrice du Comité de Coordination

Gloria Gómez

Joshua Mitrotti

Margarita Orozco

Carlos Otálora

Raúl Sánchez

Claudia Jimena Torres

Groupe de Conseil sur le Contenu et la Méthode (GCCM)

Nat Colletta, Directeur du GCCM

Alejandro Eder, Vice-directeur du GCCM

Andrea Salazar, Coordinatrice du GCCM

Frank Pearl González, Haut Commissaire pour la Paix et Haut Conseiller Présidentiel pour la Réintégration de la République de Colombie

Marcelo Álvarez, Directeur du Bureau, Mission d'Appui au Processus de paix de l'Organisation des États Américains (MAPP/OEA)

Jairo Arboleda, Consultant, Banque mondiale

Ana Arjona, Candidate au doctorat, Université de Yale

Ignacio Burrull, Conseiller en Coopération, Délégation de la Commission européenne en Colombie

Fernando Calado, Directeur des programmes, Organisation Internationale pour les Migrations, Colombie

María Clemencia Castro, Directrice de l'Observatoire DDR de l'Université Nationale de Colombie

Tomás Concha, Coordinateur en Politique et Coordination Interinstitutionnelle, Programme présidentiel sur les Droits de l'homme et le Droit humanitaire international, Vice-présidence de la République de Colombie

Sophie da Câmara, Conseillère Senior en DDR, Bureau pour la Prévention des crises et le relèvement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

José Luis de Francisco, Attaché, Délégation de la Commission européenne en Colombie

Estanislao Gacitúa-Marió, Spécialiste en Développement social, Banque mondiale

Michael Gilligan, Professeur associé, Université de New-York (NYU)

Camilo González, Directeur de l'Institut d'Études pour le développement et la paix (Indepaz)
Macartan Humphrey, Chercheur, Centre pour la mondialisation et le développement durable à l'Earth Institute, Université de Columbia
Hester Jonkman, Deuxième Secrétaire aux Affaires politiques, Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Colombie
Beatriz Linares, Conseillère à la Commission intersectorielle pour la Prévention du travail des enfants, Programme de Prévention du travail des mineurs de la Vice-présidence de la République de Colombie
María Victoria Llorente, Directrice, Fondation Ideas para La Paz
Joshua Mitrotti, Gérant de l'Unité de travail avec les communautés, Haut Commissariat pour la Réintégration de la République de Colombie
Ana Patel, Directrice adjointe, Centre International pour la justice transitionnelle
Carmen Salguero, Directrice du Programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes, BCPR/PNUD
Dario Villamizar, Conseiller en Réintégration, PNUD Colombie
Álvaro Villarraga, Coordinateur pour le DDR, Commission nationale de Réparation et Réconciliation (CNRR) de Colombie

Équipe administrative

María Claudia Carrasquilla, Directrice générale
Natalia Valencia, Directrice de la presse et des communications
Lucía Vallejo, Directrice de la logistique
José Guillermo Téllez, Conseiller auxiliaire de l'ACR
Karen Aparicio, Coordinatrice de la sécurité
Danka Bolívar, Coordinatrice CS-ACR Carthagène
Sandra Castañeda, Coordinatrice des visas
María Isabel Cerón, Coordinatrice du secteur privé
Ramiro Cortés, Coordinateur de la Foire de l'artisanat
Alejandro Eder, Coordinateur général
Alberto Gómez, Coordinateur des transports
Carlos Molina, Coordinateur du protocole
Hugo Muñoz, Coordinateur pour les aéroports
Alejandra Robledo, Coordinatrice de l'ACR
Andrea Salazar, Coordinatrice des événements spéciaux
Natalia Salazar, Coordinatrice des attachés
Raúl Sánchez, Coordinateur diplomatique
Valerio Tedesco, Coordinateur en conception et graphisme
Ana Margarita Trigos, Coordinatrice du recrutement
Claudia Jimena Torres, Coordinatrice des accréditations
Panagiotta Voidonikolas, Coordinatrice des réunions bilatérales
Andrés Ángel, Conseiller
Andrea Arango, Conseillère
Armando Fonseca, Conseiller
Catalina Benavides, Conseillère
Juliana del Castillo, Conseillère
Juan Francisco Díaz, Conseiller
Catalina Gil, Conseillère
Mauricio Mora, Conseiller
Natalia Oviedo, Conseillère
Juanita Parra Martínez, Conseillère
Francisco Rodríguez Caicedo, Conseiller
Juliana Rodríguez

María del Pilar Ruíz, Conseillère
Margarita Sáenz, Conseillère
Nelson Valdés, Conseiller
Juliana Villareal, Conseillère
Mariana Zárate, Conseillère
Soraya Zoque, Conseillère
Gloria Lucía Gutiérrez, Assistante de direction
Blanca Lilia Muñoz, Assistante de direction

Secrétariat Technique au Contenu et à la Méthode (STCM)

Nat Colletta, Directeur du Contenu et de la Méthode
Juan Carlos Palou, Directeur du STCM
Mariana Díaz, Coordinatrice des rapporteurs
Ben Oppenheim, Coordinateur du STCM
Manuela Torre, Conseillère
Johana Calvo, Rapporteur senior
Isabela Leão, Rapporteuse senior
Jimena Samper, Rapporteuse senior
Maria Stella Zanabria, Rapporteuse senior
Daniela Botero, Rapporteuse
Andrés Forero, Rapporteur
Denise Ganistky, Rapporteuse
Ana Milena Giraldo, Rapporteuse
Gabriela Manrique, Rapporteuse
Laura Mazuera, Rapporteuse
Maria Cecilia Ramos, Rapporteuse
David Rampf, Rapporteur
Mariana Rivera, Rapporteuse

Comité des communications

Alejandro Eder, Directeur du Comité des communications
Cristina Callejas, Vice-directrice du Comité des communications
Andrea Salazar, Coordinatrice du Comité des communications
Maria Claudia Carrasquilla
José Carlos Álvarez
Ximena Botero
Andrea Cher
Germán Espejo
Camilo Granada
Catalina Jimenez
Marta Martínez
Carlos Otálora
Liliana Parra
Ricardo Santamaría
Natalia Valencia
Gigliola Valero

This edition of the CCDDR was financed by the
WORLD BANK, under the care of Plásticolab Ltda



cartagenaddr.org

Coorganizateurs:

Presidencia de la República de Colombia • Ministerio de Relaciones Exteriores de Colombia • Alta Consejería para la Reintegración
Agencia Presidencial para la Acción Social y la Cooperación Internacional • Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación
World Bank • United Nations Development Programme (UNDP) • Kingdom of the Netherlands • Ministry of Foreign Affairs Sweden
European Commission • United States Agency for International Development (USAID) • Misión de Apoyo al Proceso de Paz en
Colombia/Organización de Estados Americanos (MAPP/OEA) • Fundación Ideas para la Paz • International Organization for Migrations (IOM) • The Institute for Inclusive Security • Programa Promoción de la Convivencia – Colombia

Membres Associés:

United Nations Information Center (UNIC) • Colombia es Pasión • Bonn International Center for Conversion (BICC) • Ambassade de France en Colombie • Agence Française de Développement • Confederación Suiza

Soutien du secteur privé:

Federación Nacional de Cafeteros de Colombia • Cámara de Comercio Colombo Americana • Fundación Pacific Rubiales • Nestlé
Coca-Cola Colombia (FEMSA) • Compañía Colombiana de Tabaco (Coltabaco) • Aviatour • Semana • ProExport • Asocolflores